

COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXE

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

Actif

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2014	31/12/2013 Retraité ⁽¹⁾	31/12/2012 Retraité ⁽¹⁾
Goodwill	§ 5.1	1 170,8	1 125,4	1 259,1
Autres immobilisations incorporelles	§ 5.1	299,6	270,1	279,7
Immobilisations corporelles	§ 5.2	1 022,6	1 018,0	1 028,8
Titres mis en équivalence	§ 5.4	475,2	485,3	392,3
Investissements financiers		0,8	1,1	2,1
Autres actifs financiers	§ 5.5	75,4	38,8	24,0
Impôts différés actif	§ 5.10	31,1	20,2	22,9
Créances d'impôts sur les sociétés		1,3	1,2	0,9
Autres créances	§ 5.6	31,7	32,9	34,0
ACTIFS NON COURANTS		3 108,5	2 993,0	3 043,8
Autres actifs financiers	§ 5.5	5,5	16,3	18,4
Stocks	§ 5.7	92,5	83,4	97,0
Instruments financiers dérivés	§ 5.15	2,0	0,0	0,0
Clients et autres débiteurs	§ 5.8	787,2	680,2	661,1
Créances d'impôts sur les sociétés		6,2	6,8	11,0
Actifs financiers de gestion de trésorerie	§ 5.9	41,8	40,7	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 5.9	794,8	684,0	388,3
ACTIFS COURANTS		1 730,0	1 511,4	1 175,8
TOTAL DES ACTIFS		4 838,5	4 504,4	4 219,6

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

Passif

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013 Retraité ⁽¹⁾	31/12/2012 Retraité ⁽¹⁾
Capital	3,4	3,4	3,4
Primes	1 064,7	1 052,3	1 021,3
Réserves consolidées	1 413,8	1 430,8	1 354,8
Résultat net part du Groupe	194,3	90,5	164,3
Autres éléments des capitaux propres	-14,0	-57,0	-12,8
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	2 662,2	2 520,0	2 531,0
Participations ne donnant pas le contrôle	-23,6	-38,8	-42,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES § 5.11	2 638,6	2 481,2	2 488,3
Provisions	§ 5.12 265,8	229,4	231,3
Impôts différés passif	§ 5.10 81,6	86,9	91,4
Dettes financières	§ 5.13 544,8	626,7	138,3
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 5.14 92,0	94,3	104,1
Autres crédateurs	14,8	15,5	25,7
Instruments financiers dérivés	§ 5.15 0,0	9,2	6,1
PASSIFS NON COURANTS	999,0	1 062,0	596,9
Provisions	§ 5.12 37,1	35,0	30,5
Dettes financières	§ 5.13 193,1	77,8	259,4
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 5.14 26,4	30,2	13,3
Instruments financiers dérivés	§ 5.15 5,6	0,8	22,5
Fournisseurs et autres crédateurs	§ 5.16 891,8	780,1	763,7
Passifs d'impôt exigible	35,3	25,4	32,2
Concours bancaires	§ 5.13 11,6	11,9	12,8
PASSIFS COURANTS	1 200,9	961,2	1 134,4
TOTAL DES PASSIFS	2 199,9	2 023,2	1 731,3
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	4 838,5	4 504,4	4 219,6

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

COMPTE DE RÉSULTAT

		2014	2013
<i>En millions d'euros</i>			Retraité ⁽¹⁾
CHIFFRE D'AFFAIRES		2 482,2	2 334,1
Coûts directs d'exploitation	§ 6.1	-1 550,9	-1 455,5
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	§ 6.1	-400,3	-361,1
MARGE OPÉRATIONNELLE		531,0	517,5
Dotations aux amortissements et provisions nettes	§ 6.1	-259,9	-218,6
Perte de valeur des goodwill	§ 6.1	0,0	-124,6
Pièces détachées maintenance	§ 6.1	-40,9	-36,0
Autres produits opérationnels	§ 6.1	12,7	17,5
Autres charges opérationnelles	§ 6.1	-10,6	-14,0
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		232,3	141,8
Produits financiers	§ 6.2	9,8	10,1
Charges financières	§ 6.2	-42,3	-36,0
RÉSULTAT FINANCIER		-32,5	-25,9
Impôts sur les bénéfices	§ 6.3	-69,8	-81,7
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 6.5	70,3	68,8
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		200,3	103,0
Résultat des activités abandonnées			
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		200,3	103,0
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		6,0	12,5
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		194,3	90,5
Résultat de base par action (en euros)		0,868	0,407
Résultat dilué par action (en euros)		0,866	0,406
Nombre moyen pondéré d'actions	§ 6.4	223 845 979	222 681 270
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	§ 6.4	224 355 679	222 949 017

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

		2014	2013
<i>En millions d'euros</i>			Retraité ⁽¹⁾
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		200,3	103,0
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽²⁾		71,8	-40,8
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger		1,6	-1,9
Couverture des flux de trésorerie		1,2	-0,1
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net ⁽³⁾		-0,2	0,3
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		-18,5	-11,4
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		55,9	-53,9
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs		-9,8	2,8
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		2,9	-1,3
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		-3,5	6,8
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		-10,4	8,3
Total des autres éléments du résultat global		45,5	-45,6
RÉSULTAT GLOBAL		245,8	57,4
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		8,5	11,1
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE		237,3	46,3

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) En 2014, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement 39,0 millions d'euros sur Hong Kong, 16,8 millions d'euros sur le Royaume-Uni, 6,3 millions d'euros sur les Etats-Unis et 6,0 millions d'euros sur les Emirats Arabes Unis. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 0,2 million d'euros suite à la prise de contrôle de MCDecaux Inc. (Japon), de JCDecaux BigBoard AS (République Tchèque) et de Beijing JCDecaux Pearl & Dean (anciennement Beijing Gebua JCD Advertising Co, Ltd) (Chine).

En 2013, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement -11,2 millions d'euros sur Hong Kong, -9,9 millions d'euros sur l'Australie, -6,3 millions d'euros sur le Brésil, -4,6 millions d'euros sur le Royaume-Uni, -3,0 millions d'euros sur la France et -2,4 millions d'euros sur la Norvège. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 2,3 millions d'euros suite à la prise de contrôle conjoint de Russ Outdoor (Russie), à la baisse de 5 % des droits financiers dans le groupe BigBoard (Ukraine), la liquidation de Guangzhou Yong Tong Metro Advertising Ltd. (Chine) et la liquidation de Xpomera AB (Suède).

(3) En 2014, les impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net sont liés aux écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger. En 2013, les impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net sont liés aux écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère										Participations ne donnant pas le contrôle		Total
	Capital	Primes d'émission	Réserves non distribuées	Autres éléments des capitaux propres						Total Autres éléments	Total	le contrôle	
				Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres				
Capitaux propres au 31 décembre 2012 retraités ⁽¹⁾	3,4	1 021,3	1 519,1	-0,2	-0,1	27,3	0,9	-41,5	0,8	-12,8	2 531,0	-42,7	2 488,3
Augmentation de capital ⁽²⁾	0,0	28,4	-0,6							0,0	27,8	-1,4	26,4
Distributions de dividendes			-97,7							0,0	-97,7	-11,7	-109,4
Paie ments en actions		2,6								0,0	2,6		2,6
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾										0,0	0,0	-4,6	-4,6
Variations de périmètre ⁽⁴⁾			10,1							0,0	10,1	10,6	20,7
Résultat de l'ensemble consolidé			90,5							0,0	90,5	12,5	103,0
Autres éléments du Résultat global				-0,1		-52,3		8,2		-44,2	-44,2	-1,4	-45,6
Résultat global	0,0	0,0	90,5	-0,1	0,0	-52,3	0,0	8,2	0,0	-44,2	46,3	11,1	57,4
Autres			-0,1							0,0	-0,1	-0,1	-0,2
Capitaux propres au 31 décembre 2013 retraités ⁽¹⁾	3,4	1 052,3	1 521,3	-0,3	-0,1	-25,0	0,9	-33,3	0,8	-57,0	2 520,0	-38,8	2 481,2
Augmentation de capital ⁽²⁾	0,0	9,4	-0,5							0,0	8,9	1,5	10,4
Distributions de dividendes			-107,3							0,0	-107,3	-12,3	-119,6
Paie ments en actions		3,0								0,0	3,0		3,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾										0,0	0,0	12,4	12,4
Variations de périmètre ⁽⁴⁾			0,6							0,0	0,6	5,1	5,7
Résultat de l'ensemble consolidé			194,3							0,0	194,3	6,0	200,3
Autres éléments du Résultat global				1,2		52,1		-10,3		43,0	43,0	2,5	45,5
Résultat global	0,0	0,0	194,3	1,2	0,0	52,1	0,0	-10,3	0,0	43,0	237,3	8,5	245,8
Autres			-0,3							0,0	-0,3		-0,3
Capitaux propres au 31 décembre 2014	3,4	1 064,7	1 608,1	0,9	-0,1	27,1	0,9	-43,6	0,8	-14,0	2 662,2	-23,6	2 638,6

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et d'actions gratuites et part des minoritaires dans les augmentations et diminutions de capital des sociétés contrôlées.

(3) En 2014, reprise d'un engagement d'achat qui n'a pas été exercé.

En 2013, nouvel engagement d'achat lié aux évolutions de périmètre de l'exercice.

Les effets d'actualisation sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en participations ne donnant pas le contrôle pour respectivement -6,3 millions d'euros en 2014 contre -2,5 millions d'euros en 2013.

(4) En 2014, mouvements de périmètre suite principalement à l'acquisition de 85 % du groupe Eumex (Amérique Latine), à la prise de contrôle dans la société MCDecaux Inc. (Japon) par l'acquisition d'une participation complémentaire de 25 % et à la cession sans perte de contrôle par JCDecaux Amériques Holding (France) des titres de JCDecaux Chile SA (Chili) à Equipamientos Urbanos de Mexico SA de CV (Mexique).

En 2013, mouvements de périmètre suite principalement à la prise de participation de 24,9 % dans la société Ankünder GmbH (Autriche) et à la cession sans perte de contrôle de 20 % de la société JCDecaux Korea (Corée du Sud).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

		2014	2013
<i>En millions d'euros</i>			Retraité ⁽¹⁾
Résultat net avant impôts		270,1	184,7
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 11.1 & § 12.1	-70,3	-68,8
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	§ 11.4 & § 12.3	63,0	75,3
Charges liées aux paiements en actions	§ 6.1	3,0	2,6
Dotations nettes aux amortissements et provisions	§ 6.1 & § 6.2	263,5	342,7
Plus et moins-values de cession et résultat sur variations de périmètre	§ 6.1 & § 6.2	-5,0	-11,2
Charges nettes d'actualisation	§ 6.2	13,4	10,1
Intérêts financiers nets	§ 6.2	11,8	11,8
Dérivés financiers, résultat de change et autres		19,4	-10,2
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		6,9	-14,1
Variation des stocks		-0,1	11,8
Variation des clients et autres créances		-47,0	-56,4
Variation des fournisseurs et autres dettes		54,0	30,5
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		575,8	522,9
Intérêts financiers payés		-20,8	-12,2
Intérêts financiers reçus		7,8	8,0
Impôt sur le résultat payé		-82,1	-89,2
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	§ 7.1	480,7	429,5
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-172,5	-232,3
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise		-52,8	-83,1
Acquisitions d'autres immobilisations financières		-42,0	-18,4
Total Investissements		-267,3	-333,8
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		4,4	23,9
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée		0,0	3,2
Cessions d'autres immobilisations financières		6,7	12,2
Total Désinvestissements		11,1	39,3
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	§ 7.2	-256,2	-294,5
Distribution mise en paiement		-119,6	-109,4
Réduction des capitaux propres		0,0	-2,2
Décaissements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle		-0,7	-0,1
Remboursement d'emprunts à long terme		-24,8	-231,1
Remboursement de contrats de location financement		-6,4	-4,6
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de trésorerie		0,0	-40,0
Besoin de trésorerie (Financement)		-151,5	-387,4
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle		0,1	5,1
Augmentation des capitaux propres		10,4	28,6
Augmentation des emprunts à long terme		19,4	523,5
Dégagement de trésorerie (Financement)		29,9	557,2
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	§ 7.3	-121,6	169,8
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		102,9	304,8
Trésorerie nette d'ouverture	§ 5.13 & § 5.9	672,1	375,5
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements		8,2	-8,2
Trésorerie nette de clôture ⁽²⁾	§ 5.13 & § 5.9	783,2	672,1

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Dont 794,8 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et -11,6 millions d'euros de concours bancaires au 31 décembre 2014 contre respectivement 684,0 millions d'euros et -11,9 millions d'euros au 31 décembre 2013.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

En 2014, JCDecaux a poursuivi sa stratégie de développement par croissance interne et externe.

Le 7 mars 2014, le Groupe finalise l'acquisition de 85 % d'Eumex, groupe spécialisé dans le mobilier urbain en Amérique Latine. Avec 36 000 faces publicitaires et une présence dans 11 pays et 6 des 10 villes au plus fort PIB par habitant (São Paulo, Mexico, Buenos Aires, Santiago, Bogota et Monterrey), JCDecaux devient ainsi le numéro un de la communication extérieure en Amérique Latine.

En mars 2014, le Groupe a signé un contrat portant sur l'acquisition de 100 % de Cemusa, filiale du groupe FCC dédiée à la communication extérieure. Cemusa opère en mobilier urbain et en transport dans 5 pays (Etats-Unis, Brésil, Espagne, Portugal et Italie) et a réalisé un chiffre d'affaires de 142 millions d'euros en 2013. La finalisation de la transaction est soumise aux conditions réglementaires classiques.

En décembre 2014, le Groupe a signé un contrat portant sur l'acquisition, en partenariat avec le fonds d'investissement communautaire Royal Bafokeng Holdings (dans le cadre d'une structure d'actionariat 70/30) de Continental Outdoor Media, leader de la communication extérieure en Afrique. Créé il y a plus de 40 ans, Continental Outdoor Media, pionnier de la communication extérieure en Afrique, intervient principalement dans l'affichage grand format mais aussi dans le mobilier urbain et le transport, et commercialise 35 000 faces réparties dans 14 pays (Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe). Grâce à cette acquisition, JCDecaux, déjà implanté en Afrique du Sud, en Algérie et au Cameroun, sera en mesure d'accompagner ses clients dans 13 nouveaux pays et d'accélérer son développement sur l'ensemble du continent. La finalisation de la transaction est soumise aux conditions réglementaires classiques.

Les principaux partenariats et acquisitions sont détaillés au paragraphe 3.1 « Principaux mouvements de périmètre en 2014 ».

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés de JCDecaux SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 comprennent la société JCDecaux SA et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées et les coentreprises.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2014, arrêtés par le Directoire, et approuvés par le Conseil de Surveillance du 4 mars 2015, sont établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 décembre 2014. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB ;
- de positions comptables retenues en l'absence de dispositions prévues par le référentiel normatif.

Ces différentes options et positions sont détaillées comme suit :

Le Groupe a appliqué les normes, amendements de normes et interprétations suivants, adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1er janvier 2014 :

- l'IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
- l'IFRS 11 « Partenariats » ;
- l'IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- l'IAS 28 (2011) « Participations dans des entreprises associées ou coentreprises » ;
- Les amendements relatifs aux dispositions transitoires à IFRS 10, 11 et 12 ;
- Entités d'investissements (amendements aux IFRS 10, 12 et IAS 27) ;
- IAS 28 révisée ;
- l'amendement à l'IAS 32 « Compensation des actifs/passifs financiers » ;
- l'amendement à l'IAS 36 « Information à fournir relative à la valeur recouvrable des actifs non financiers » ;

- l'amendement à IAS 39 « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture ».

Les impacts liés à l'application des normes IFRS 10 et IFRS 11 sont présentés au paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ». L'application des autres amendements et normes n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés 2013 sont maintenus et sont précisés au paragraphe 1.20 « Engagements de rachat de minoritaires ». En particulier, les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées sur le résultat des participations ne donnant pas le contrôle, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants, qu'ils aient été adoptés ou non par l'Union Européenne, lorsque l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2014 :

- Normes et amendements adoptés par l'Union Européenne mais dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2014 :
 - l'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » ;
 - les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2010-2012 et cycle 2011-2013 ;
 - l'Amendement à l'IAS 19 « Cotisations des membres du personnel ».
- Normes et amendements non adoptés par l'Union Européenne :
 - l'IFRS 9 « Instruments financiers » et ses amendements ;
 - l'IFRS 14 « Comptes de report réglementaires » ;
 - l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients » ;
 - les amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune » ;
 - les amendements à IAS 16 et IAS 38 « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables » ;
 - les amendements à IAS 28 et IFRS 10 « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise » ;
 - les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2012-2014.

L'impact de ces normes est en cours d'analyse.

1.2. Première adoption des IFRS

Les premiers comptes établis par le Groupe en conformité avec les IFRS l'ont été au 31 décembre 2005 avec une date de transition au 1er janvier 2004. La norme IFRS 1 prévoyait des exceptions à l'application rétrospective des normes IFRS à la date de transition ; celles retenues par le Groupe sont les suivantes :

- Application prospective de la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises » à partir du 1er janvier 2004. Ainsi, les regroupements d'entreprises ayant une date d'effet antérieure n'ont pas été retraités.
- Dérogation aux dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » pour les montants cumulés des différences de conversion qui existent à la date de transition aux IFRS. Ainsi, le montant cumulé des différences de conversion pour toutes les activités à l'étranger a été remis à zéro au 1er janvier 2004. Les profits et les pertes réalisés lors de la cession ultérieure d'activités à l'étranger excluent de ce fait les différences de conversion nées avant le 1er janvier 2004 et n'incluent que les différences de conversion postérieures à cette date.
- Concernant IAS 19 « Avantages au personnel », il a été choisi de comptabiliser en capitaux propres tous les écarts actuariels cumulés à la date de transition aux IFRS. Cette option sur l'état de situation financière d'ouverture ne remet pas en cause l'utilisation de la méthode du « corridor » utilisée pour les écarts actuariels cumulés générés ultérieurement (jusqu'à l'entrée en vigueur d'IAS 19 Révisée au 1er janvier 2013 avec retraitement rétrospectif).
- Les dispositions de la norme IFRS 2 ont été appliquées aux plans de stock-options postérieurs au 7 novembre 2002 et pour lesquels les droits d'exercice n'étaient pas encore acquis au 1er janvier 2005.
- L'option de réévaluation des immobilisations corporelles à leur juste valeur n'a pas été retenue à la date de transition.

1.3. Périmètre et méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce le contrôle sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

La mise en équivalence est adoptée pour les coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, et les entreprises associées, sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées globalement sont éliminées.

Les résultats internes à l'ensemble consolidé sont également éliminés. Les plus ou moins-values sur cessions internes réalisées par une société mise en équivalence sont éliminées à hauteur du pourcentage de détention en contrepartie de la valeur des actifs cédés.

1.4. Enregistrement des opérations en devises dans la monnaie fonctionnelle des entités

Les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours du jour de la transaction. A la date d'arrêté comptable, les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture et les différences de change en résultant sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les actifs monétaires à long terme détenus par une entité du Groupe sur une filiale étrangère pour lesquels aucun règlement n'est ni planifié ni susceptible d'intervenir dans un avenir prévisible, constituent une part de l'investissement net à l'étranger. Ainsi, en application des dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les différences de change portant sur ces éléments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la date de cession de l'investissement. Dans le cas contraire, les différences de change sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.5. Conversion des états financiers des filiales

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en Euro qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la société mère.

La conversion des actifs et des passifs des filiales étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe s'effectue au taux de change en vigueur à la date de clôture et leur compte de résultat est converti au taux de change moyen de la période. Les écarts résultant de cette conversion sont affectés directement dans les autres éléments du résultat global.

Lors de la cession totale ou partielle, avec perte de contrôle, de la liquidation d'une entité étrangère, ou lors d'une acquisition par étapes, les différences de conversion accumulées en capitaux propres sont recyclées dans le compte de résultat.

1.6. Utilisation d'estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains postes de l'état de situation financière nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres mis en équivalence, de la détermination du montant des provisions pour avantages au personnel et des provisions pour démontage, ainsi que de la valorisation des engagements sur titres. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Ces méthodes d'évaluation sont plus précisément décrites, principalement dans le paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill » et dans le paragraphe 1.22 « Provision pour démontage ». Le résultat des tests de sensibilité est donné au paragraphe 5.3 « Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles » pour la valorisation des goodwill, actifs corporels et autres actifs incorporels, au paragraphe 5.17 « Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie » pour la valorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, au paragraphe 6.5 « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence » pour la valorisation des titres mis en équivalence et au paragraphe 5.12 « Provisions » pour la valorisation des provisions pour démontage et des provisions pour avantages au personnel.

1.7. Distinction courant / non courant

A l'exception des impôts différés qui sont classés en actifs et passifs non courants, les actifs et passifs sont classés en courant lorsque leur recouvrabilité ou leur paiement est prévu au plus tard 12 mois après la date de clôture de l'exercice. Dans le cas contraire, ils sont classés en non courant.

1.8. Immobilisations incorporelles

1.8.1. Frais de développement

Selon la norme IAS 38, les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;

- l'existence d'avantages économiques futurs probables pour le Groupe ;
- la très forte probabilité de succès du Groupe ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les dépenses de développement immobilisées pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2004 incluent principalement tous les coûts liés au développement, à l'adaptation ou à la mise en valeur de gammes de mobilier urbain, dans le cadre de propositions de contrats ayant une forte probabilité de succès. Ces dépenses comprennent également la conception et la construction de modèles et prototypes.

Le Groupe considère légitime d'activer les coûts des projets liés à la préparation des réponses aux appels d'offres. Compte tenu d'une part, de la nature des coûts engagés (conception et construction de modèles et prototypes), d'autre part du taux de succès du groupe JCDecaux dans le cadre de ses réponses aux appels d'offres de mobilier urbain, le Groupe considère en effet que ces coûts constituent des activités de développement activables, et satisfont aux critères d'activation rappelés ci-avant. En effet, ces coûts se rattachent directement à un contrat donné et sont encourus pour l'obtenir. L'amortissement commence lorsque le projet est concrétisé par un succès à l'appel d'offres, et est étalé sur la durée du contrat. En cas d'insuccès, le montant activé est comptabilisé en charges.

Les frais de développement portés à l'actif sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

1.8.2. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles se rapportent pour l'essentiel aux contrats de Mobilier Urbain, Affichage et Transport reconnus lors de regroupements d'entreprises et sont amorties sur la durée des contrats. Elles comprennent également des droits d'entrée, amortis sur la durée des contrats, ainsi que des logiciels. Seuls les logiciels individualisés et clairement identifiés (notamment de type ERP), sont immobilisés et amortis sur une durée de 5 ans maximum. Les dépenses pour les autres logiciels sont constatées en charges de l'exercice.

1.9. Regroupement d'entreprises, acquisition de participation ne donnant pas le contrôle et cession de participation

La norme IFRS 3 révisée requiert l'application de la « méthode de l'acquisition » aux regroupements d'entreprises, qui consiste à évaluer à leur juste valeur les actifs et passifs acquis.

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise), augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, et diminuée du montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et des passifs repris.

Les goodwill ne sont pas amortis. Le Groupe procède à des tests de pertes de valeur, au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout autre moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Suite à ces tests de perte de valeur menés conformément à la méthodologie décrite au paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill », une dépréciation des goodwill est constatée, le cas échéant. Une telle dépréciation n'est pas réversible.

Les éventuels badwill sont constatés directement au compte de résultat.

Dans le cadre de l'analyse de la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise, le Groupe est notamment amené à valoriser des contrats et à reconnaître ces éléments en immobilisations incorporelles pour leur juste valeur. Lorsque des contrats déficitaires sont identifiés, le Groupe est amené à constater un passif.

Les normes IFRS offrent aux sociétés un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs obtenus.

Le Groupe enregistre en autres charges opérationnelles les coûts directs liés à l'acquisition, à l'exception des coûts directs liés à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle qui sont enregistrés en capitaux propres.

Pour les acquisitions réalisées par étapes successives, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue au moment de la prise de contrôle. La juste valeur de celle-ci est estimée sur la base du prix d'acquisition diminuée de la prime de contrôle.

Pour toute cession partielle ou totale avec perte de contrôle, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, le résultat de cession ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée.

Par ailleurs, en application de la norme IFRS 10, les rachats de participation ne donnant pas le contrôle dans des sociétés contrôlées et les cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle donnent lieu à la comptabilisation en variation de capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société-mère de la différence entre le prix d'acquisition ou de cession et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle. Les entrées et sorties de trésorerie correspondantes sont présentées dans le tableau des flux de trésorerie en « flux de trésorerie nets issus du financement ».

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Mobiliers urbains

Les mobiliers urbains (Atribus, Mupis®, Seniors, Journaux Electroniques d'Information (JEI), Sanisettes, Colonnes Morris, etc.) sont amortis linéairement sur la durée de vie des contrats comprise entre 8 et 20 ans. Les écrans digitaux sont amortis sur une durée comprise entre 5 et 10 ans, leur durée de vie économique étant généralement inférieure à la durée des contrats.

Les coûts de maintenance des mobiliers urbains sont comptabilisés en charges.

Les coûts actualisés de démontage de mobilier en fin de contrat sont comptabilisés à l'actif, en contrepartie d'une provision, et sont amortis sur la durée des contrats.

Panneaux d'affichage

Les panneaux d'affichage font l'objet d'un mode d'amortissement propre aux pays concernés, déterminé en fonction de la réglementation et des conditions économiques locales.

La principale méthode d'amortissement est le mode linéaire sur une durée comprise entre 2 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements sont déterminées selon les durées normales d'utilisation suivantes :

DURÉES D'AMORTISSEMENT

Immobilisations corporelles :

- | | |
|---|-------------|
| ▪ Bâtiments et constructions | 10 à 50 ans |
| ▪ Installations techniques, matériel et outillage
(Hors mobiliers urbains et panneaux) | 5 à 10 ans |
| ▪ Mobiliers urbains et panneaux | 2 à 20 ans |

Autres immobilisations corporelles :

- | | |
|------------------------------------|------------|
| ▪ Agencements divers, aménagements | 5 à 10 ans |
| ▪ Matériel de transport | 3 à 10 ans |
| ▪ Matériel informatique | 3 à 5 ans |
| ▪ Mobilier | 5 à 10 ans |

1.11. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill

Les immobilisations corporelles, incorporelles ainsi que les goodwill font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an.

Ce test consiste, pour une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou un groupement d'UGT, à comparer sa valeur nette comptable à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de cet actif (ou du groupe d'actifs considéré) nette des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Lorsque la valeur recouvrable est appréciée par référence à la valeur d'utilité, les prévisions de flux de trésorerie sont déterminées en intégrant des hypothèses de croissance appréciées soit sur la durée des contrats, soit sur une durée de 5 ans avec prise en compte d'une projection à l'infini ainsi qu'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Les hypothèses de croissance retenues n'intègrent pas d'opération de croissance externe. Les risques spécifiques à l'UGT testée sont en grande partie traduits dans le choix des hypothèses retenues pour la détermination des flux de trésorerie et dans le taux d'actualisation retenu.

Lorsque la valeur comptable d'un actif (ou d'un groupe d'actifs) devient supérieure à sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat pour ramener la valeur comptable à la valeur recouvrable.

Méthodologie suivie

- Niveau du test
 - Pour les actifs corporels et incorporels, les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau de l'UGT correspondant à l'entité opérationnelle ;
 - Pour les goodwill, les tests sont réalisés au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé pour chaque secteur opérationnel (Mobilier Urbain, Affichage et Transport) en prenant en compte le niveau de synergie attendu entre les UGT elles-mêmes. Ainsi, les tests sont effectués généralement au croisement

du secteur opérationnel et de la zone géographique, niveau auquel se situent les synergies commerciales, voire au-delà si la synergie se justifie.

- **Taux utilisés**

Les valeurs d'utilité prises en compte dans le cadre des tests de perte de valeur sont déterminées sur la base des flux de trésorerie futurs attendus, actualisés à un taux calculé sur la base du coût moyen pondéré du capital. Ce taux reflète les meilleures estimations du management de la valeur temps de l'argent, des risques spécifiques des actifs ou UGT ainsi que de la situation économique des zones géographiques dans lesquelles s'exerce l'activité attachée à ces actifs ou UGT.

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique.

- **Valeurs recouvrables**

Elles sont déterminées à partir des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes et d'hypothèses de croissance et d'évolution spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. Les valeurs recouvrables sont déterminées sur la base de business plans pour lesquels les modalités de prise en compte des flux futurs de trésorerie diffèrent selon le secteur d'activité considéré avec un horizon généralement supérieur à 5 ans en raison de la nature et de l'activité du Groupe caractérisée par des engagements contractuels de longue durée avec des probabilités très fortes de renouvellement des contrats. Ainsi, de manière générale :

- dans le Mobilier Urbain et le Transport, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la durée restante du contrat avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance, le business plan étant réalisé sur la durée du contrat, généralement comprise entre 5 ans et 20 ans, avec un maximum de 25 ans pour la durée la plus longue ;
- pour l'Affichage, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance de 2 % par an pour les pays européens, dont les marchés nous apparaissent matures, et de 3 % pour les autres pays, où l'affichage grand format nous semble bénéficier de conditions de marché plus favorables.

La valeur recouvrable d'un groupe d'UGT est donnée par la somme des valeurs recouvrables des UGT appartenant à ce groupe.

1.12. Titres mis en équivalence

Le goodwill constaté lors de l'acquisition figure dans le montant des titres mis en équivalence.

La quote-part de dépréciation des actifs reconnus lors de l'acquisition ou lors de l'ajustement de juste valeur de ceux existants figure sur la ligne « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ».

Les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de perte de valeur annuel, ou en-dehors de cette périodicité lorsque les conditions existantes laissent supposer que l'actif pourrait être déprécié. Le cas échéant, la perte associée, qui est enregistrée dans le résultat des sociétés mises en équivalence, résulte du calcul de la valeur recouvrable de l'actif, qui se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité basée sur les flux de trésorerie futurs attendus diminués de l'endettement net. La méthodologie suivie pour le calcul des valeurs d'utilité est la même que celle décrite pour les immobilisations corporelles et incorporelles au paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill ».

1.13. Investissements financiers (Actifs disponibles à la vente)

Cette rubrique comprend les titres de participation dans des entités non consolidées.

Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur, correspondant à leur prix d'acquisition. Par la suite, ils sont évalués à la juste valeur qui, en l'absence de prix coté sur un marché actif, est proche de la valeur d'utilité qui tient compte de la quote-part des capitaux propres et de la valeur probable de recouvrement.

Les variations de valeurs constatées sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Lorsque le titre est cédé, les gains et pertes accumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultat. Lorsqu'une diminution de valeur définitive intervient, le montant des gains accumulés est soldé en totalité ou à due concurrence de celle-ci. La perte nette est enregistrée en résultat si la perte totale est supérieure au total des gains accumulés.

1.14. Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers sont principalement composés de dépôts et cautionnements, d'avances en compte courant accordées aux partenaires de sociétés contrôlées ou à des entités mises en équivalence ou à des entités non consolidées.

Au moment de la comptabilisation initiale, ils sont évalués à la juste valeur (catégorie IAS 39 Prêts et créances).

Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti.

Une perte de valeur est enregistrée dans le compte de résultat lorsque la valeur de recouvrement de ces prêts et créances devient inférieure à leur valeur comptable.

1.15. Stocks

Les stocks sont composés principalement :

- de pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé ;
- de mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en attente de montage ou partiellement montés.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et peut également incorporer des coûts de production, d'assemblage et de logistique.

Ils sont, le cas échéant, ramenés à la valeur nette de réalisation lorsque celle-ci est inférieure au coût.

1.16. Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont enregistrées à leur juste valeur qui correspond à la valeur nominale de facturation, sauf si l'effet d'actualisation est significatif. Par la suite, ces créances d'exploitation sont évaluées au coût amorti. Une dépréciation des comptes clients est pratiquée lorsque leur valeur de recouvrement est inférieure à leur valeur comptable.

1.17. Trésorerie gérée

La trésorerie gérée comprend la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers de gestion de trésorerie.

La trésorerie comptabilisée à l'actif de l'état de situation financière comprend la trésorerie en banque et la caisse. Les équivalents de trésorerie sont constitués de titres de placement à court terme et de dépôts à court terme.

Les titres de placement à court terme et les dépôts à court terme sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur conformément aux critères définis par la norme IAS 7. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier.

Les actifs financiers de gestion de trésorerie sont des placements liquides à court terme qui ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais qui ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7. Ces actifs sont inclus dans le calcul de la dette nette du Groupe.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie nette comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nette des concours bancaires courants.

1.18. Dettes financières

Les dettes financières sont enregistrées initialement à la juste valeur correspondant en général à la somme reçue diminuée des frais d'émission associés et sont par la suite évaluées au coût amorti.

1.19. Instruments financiers dérivés

Un instrument financier dérivé est un instrument financier qui répond aux trois caractéristiques ci-dessous :

- une variable sous-jacente qui fait varier la valeur du contrat ;
- un investissement net initial nul ou faible ;
- un règlement à une date future.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'actif ou au passif de l'état de situation financière à leur juste valeur, les variations de valeurs ultérieures étant enregistrées par contrepartie du compte de résultat, sauf s'ils ont été qualifiés de partie efficace de la couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net à l'étranger.

Une comptabilité de couverture peut être adoptée si une relation de couverture entre l'élément couvert (le sous-jacent) et l'instrument dérivé est établie et documentée dès la mise en place de la couverture et que son efficacité est démontrée à l'origine et à chaque arrêté comptable. Aujourd'hui, le Groupe ne met en place que deux types de couverture des actifs et passifs financiers :

- la couverture de juste valeur (« Fair Value Hedge ») qui a pour objectif de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs, passifs ou engagements fermes à l'origine dues à l'évolution des conditions de marché. La variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en contrepartie du compte de résultat - mais elle est neutralisée par les variations symétriques de juste valeur du risque couvert (à l'inefficacité près) ;
- la couverture de flux de trésorerie (« Cash Flow Hedge ») utilisée pour se prémunir contre les variations de flux de trésorerie attribuables à des actifs et passifs existants ou à des transactions futures hautement probables. La part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement dans les autres éléments du résultat global, et la part inefficace est maintenue au compte de résultat. Le montant enregistré dans les autres éléments du résultat global est recyclé en résultat lorsque l'élément couvert affecte lui-même le résultat.

La relation de couverture est traitée par rapport à un unique paramètre de marché, soit dans le cas du Groupe aujourd'hui, un taux de change ou un taux d'intérêt. Lorsqu'un même instrument dérivé couvre à la fois un risque de taux d'intérêt et un risque de change, les impacts taux et change sont traités séparément.

La comptabilité de couverture cesse lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou qu'il ne respecte plus les critères de qualification pour la comptabilité de couverture. Dans le cadre d'une couverture de transaction future hautement probable comptabilisée en autres éléments du résultat global, tout profit ou perte cumulé(e) réalisé(e) sur l'instrument de couverture de flux de trésorerie est maintenu(e) en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction prévue se produise. S'il n'est plus attendu que la transaction couverte se produise, le profit ou la perte net(te) cumulé(e) comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global est transféré(e) dans le résultat financier de l'exercice.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est comptabilisé(e) directement dans le résultat financier de l'exercice.

Le classement comptable des instruments dérivés en éléments courants ou non courants est déterminé par le classement comptable du sous-jacent auquel ils sont rattachés.

1.20. Engagements de rachat de minoritaires

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes annuels 2013 sont maintenus pour l'ensemble des engagements pris par le Groupe.

L'application de la norme IAS 32 conduit à reconnaître au passif une dette relative aux engagements de rachat des parts des minoritaires dans des filiales du Groupe, ceci non seulement pour la partie déjà comptabilisée en participations ne donnant pas le contrôle (reclassée en dette), mais également pour l'excédent résultant de la valeur actuelle de l'engagement. La contrepartie de cet excédent est imputée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle au passif de l'état de situation financière.

Suite à la reprise des discussions et dans l'attente de l'adoption de l'interprétation de l'IFRS IC sur les engagements de rachat de minoritaires, les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées en participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Les engagements comptabilisés à ce titre figurent dans la rubrique au passif de l'état de situation financière « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

1.21. Provision pour retraites et avantages assimilés

Les engagements du Groupe résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé et les hypothèses démographiques propres à chaque société.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés par une société tiers indépendante, soit non financés ou partiellement financés, leurs engagements faisant l'objet d'une provision au passif de l'état de situation financière. Le produit des actifs du régime est estimé à partir du taux d'actualisation utilisé pour la dette actuarielle.

Pour les avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels sont reconnus immédiatement et dans leur intégralité en autres éléments du résultat global sans possibilité de recyclage en résultat. Le coût des services passés est comptabilisé immédiatement et dans son intégralité dans le résultat de la période que les droits soient acquis ou en cours d'acquisition.

Pour les autres avantages à long terme, les écarts actuariels générés ainsi que le coût des services passés sont immédiatement comptabilisés en charges ou en produits, lors de l'exercice de leur constatation.

Les effets de l'actualisation de la provision pour avantages au personnel sont présentés dans le résultat financier.

1.22. Provision pour démontage

Les coûts destinés au démontage des mobiliers en fin de contrat sont enregistrés en provisions si une obligation contractuelle de démontage existe. Ces provisions sont constituées pour la totalité du coût de démontage estimé dès le début du contrat et sont actualisées. En contrepartie, le coût de démontage est comptabilisé à l'actif et amorti sur la durée du contrat. La charge de désactualisation est comptabilisée en charge financière.

1.23. Paiements fondés en actions

1.23.1. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiements fondés en actions », les stock-options accordées aux salariés sont traitées comme un élément de rémunération « versé » en échange de services rendus par eux sur la période s'étendant de la date de leur octroi (« grant date ») à la date à laquelle leur droit d'exercice devient définitif (« vesting date »).

La juste valeur des services rendus est déterminée par référence à la juste valeur des instruments financiers octroyés.

La juste valeur des options est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant, les changements éventuels de juste valeur ultérieurs n'étant pas considérés. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle de Black & Scholes sur la base des hypothèses détaillées au paragraphe 6.1 « Charges d'exploitation nettes » ci-après.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des droits d'exercice des options. Cet enregistrement est fait à la fin de chaque arrêté comptable et ce, jusqu'à la date où les droits d'exercice des options du plan considéré sont complètement acquis.

Le montant figurant en capitaux propres reflète la partie écoulée de la période nécessaire à l'acquisition des droits d'exercice des options et la meilleure estimation du management des options octroyées pour lesquelles un droit d'exercice sera effectivement acquis.

Les plans de stock-options sont attribués sur la base d'objectifs individuels et des résultats du Groupe. L'exercice des stock-options est soumis à des conditions de présence dans la société.

1.23.2. Actions gratuites

La juste valeur des actions gratuites est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant. Cette juste valeur de l'action gratuite est déterminée selon le cours à la date d'attribution diminué des dividendes futurs actualisés.

L'attribution de la totalité des actions gratuites s'effectue après une présence continue au sein du Groupe définie en fonction des plans.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'attribution des actions gratuites. Le délai d'acquisition court à compter de la décision du Directoire attribuant les actions gratuites.

1.23.3. Plans de souscription et d'achat dénoués par remise de trésorerie

Les plans de souscription et d'achat d'actions qui seront réglés sous forme de trésorerie, sont évalués à leur juste valeur, constatée en résultat, par contrepartie d'un passif. Ce passif est réévalué à chaque date de clôture jusqu'à son règlement.

1.24. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe provient principalement de la vente d'espaces publicitaires sur des équipements de mobilier urbain, des panneaux d'affichage et de la publicité dans les transports.

Les ventes d'espaces publicitaires, les locations et les prestations de services sont enregistrées en chiffre d'affaires linéairement sur la période de réalisation de la prestation. Le fait générateur de la vente d'espaces publicitaires est la réalisation de la campagne publicitaire dont la durée est comprise entre 1 semaine et 6 ans.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente d'espaces publicitaires est présenté sur une base nette, après déduction des remises commerciales. Dans certains pays, des commissions sont versées par le Groupe aux agences de publicité et aux centrales d'achat d'espaces publicitaires lorsque celles-ci jouent le rôle d'intermédiaires entre le Groupe et les annonceurs. Ces commissions sont alors déduites du chiffre d'affaires.

Dans les contrats où le Groupe paie une redevance variable, ou bien reverse une partie de ses recettes publicitaires, et dans la mesure où le Groupe assume les risques et avantages liés à l'activité, le Groupe comptabilise en chiffre d'affaires la totalité des recettes publicitaires avant les redevances et reversements, et comptabilise les redevances et la partie du chiffre d'affaires reversée en charges d'exploitation.

Les charges d'escomptes financiers sont déduites du chiffre d'affaires du Groupe.

1.25. Marge opérationnelle

La marge opérationnelle se définit comme le chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.

Elle inclut les dotations aux provisions nettes de reprises relatives aux comptes clients.

La marge opérationnelle est impactée des charges d'escompte comptabilisées en moins du chiffre d'affaires et des produits d'escompte enregistrés en moins des coûts directs d'exploitation, d'une part, et des charges de stock-options ou actions gratuites comptabilisées sur la ligne « Coûts commerciaux, généraux et administratifs », d'autre part.

1.26. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est déterminé à partir de la marge opérationnelle diminuée des consommations de pièces détachées au titre de la maintenance, des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill et des autres charges et produits opérationnels. Les pertes de valeur des stocks sont enregistrées sur la ligne « Pièces détachées maintenance ».

Les autres charges et produits opérationnels comprennent les plus et moins-values de cession d'actifs corporels et incorporels, et de coentreprises, les plus et moins-values de cession liées à la perte de contrôle de sociétés, ainsi que l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation de la quote-part conservée à sa juste valeur, l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue dans le cas d'un regroupement d'entreprise avec prise de contrôle, les éventuels ajustements de prix provenant d'événements postérieurs à la date d'acquisition, ainsi que les éventuels badwill, les coûts directs liés aux acquisitions, et les éléments non récurrents.

Les charges nettes liées aux résultats des tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes ».

1.27. Impôts différés et exigibles

Les impôts différés sont comptabilisés sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale provenant pour l'essentiel des retraitements de consolidation (harmonisation des méthodes et durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, contrats de location financement, reconnaissance de contrats dans le cadre de la méthode de l'acquisition, etc.). Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées à la date de clôture.

Des impôts différés actif sur déficits reportables sont reconnus lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées. Les prévisions sont réalisées sur un horizon de 3 ans adapté en fonction des particularités de chaque pays.

La loi de finance pour 2010 en France a remplacé la taxe professionnelle par deux nouvelles contributions : la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Suite à ce changement et conformément aux normes internationales, le Groupe a qualifié la CVAE comme étant un impôt. Cette qualification en tant qu'impôt sur le résultat entraîne la comptabilisation d'un impôt différé passif calculé sur la base des actifs amortissables des sociétés assujetties à la CVAE. Par ailleurs, la CVAE étant un impôt déductible de l'impôt sur les sociétés, sa comptabilisation génère un impôt différé actif.

1.28. Location financement et location simple

Les contrats de location financement, qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés à l'actif de l'état de situation financière au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont qualifiés de contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

2. CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

L'application de la norme IFRS 10 n'a conduit à aucune modification du périmètre de consolidation.

Les comptes consolidés ont été retraités au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013 de la norme IFRS 11 « Partenariats » applicable au 1er janvier 2014 afin de refléter le nouveau périmètre de consolidation et l'impact rétroactif de l'application de la norme.

L'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint antérieurement consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Le périmètre de consolidation a ainsi été mis à jour : s'agissant de coentreprises, les sociétés dont la méthode de consolidation était l'intégration proportionnelle au paragraphe 12.2 « Liste des sociétés consolidées » dans les annexes des états financiers annuels 2013, sont désormais comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Ces changements ne génèrent aucun impact sur le résultat net et les capitaux propres, les montants retraités au niveau des postes d'actif et de passif sont maintenant comptabilisés en « Titres mis en équivalence » dans l'état de situation financière, et ceux au niveau des produits et charges en « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence » dans le compte de résultat.

La comptabilisation des coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence a les effets détaillés ci-après en 2013 sur les différentes lignes du compte de résultat, avec un effet nul sur le résultat de l'ensemble consolidé :

<i>En millions d'euros</i>	2013 Publié	Impact IFRS 11	2013 Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	2 676,2	-342,1	2 334,1
Coûts directs d'exploitation	-1 645,8	190,3	-1 455,5
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	-406,8	45,7	-361,1
MARGE OPÉRATIONNELLE	623,6	-106,1	517,5
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-241,7	23,1	-218,6
Perte de valeur des goodwill	-126,8	2,2	-124,6
Pièces détachées maintenance	-37,0	1,0	-36,0
Autres produits opérationnels	15,9	1,6	17,5
Autres charges opérationnelles	-14,4	0,4	-14,0
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	219,6	-77,8	141,8
Produits financiers	12,7	-2,6	10,1
Charges financières	-41,5	5,5	-36,0
RÉSULTAT FINANCIER	-28,8	2,9	-25,9
Impôts sur les bénéfices	-101,2	19,5	-81,7
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	13,4	55,4	68,8
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	103,0	0,0	103,0
Résultat des activités abandonnées	0,0	0,0	0,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	103,0	0,0	103,0
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	12,5	0,0	12,5
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	90,5	0,0	90,5
Résultat de base par action (en euros)	0,407	0,000	0,407
Résultat dilué par action (en euros)	0,406	0,000	0,406
Nombre moyen pondéré d'actions	222 681 270	222 681 270	222 681 270
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	222 949 017	222 949 017	222 949 017

La comptabilisation des coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence a un effet nul sur le total des autres éléments du résultat global de 2013. Au sein des deux rubriques « Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net » et « Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net », les autres éléments du résultat global de 2013 relatifs aux sociétés sous contrôle conjoint ont été reclassés sur les lignes « Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt) » pour respectivement -11,8 millions d'euros et 0,0 million d'euros.

La comptabilisation des coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence a les effets détaillés ci-après au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 sur les différentes lignes de l'état de situation financière, avec un effet nul sur le total des capitaux propres :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013 Publié	Impact IFRS 11	31/12/2013 Retraité
Goodwill	1 290,2	-164,8	1 125,4
Autres immobilisations incorporelles	301,0	-30,9	270,1
Immobilisations corporelles	1 105,1	-87,1	1 018,0
Titres mis en équivalence	174,2	311,1	485,3
Investissements financiers	1,2	-0,1	1,1
Autres actifs financiers	32,4	6,4	38,8
Impôts différés actif	26,8	-6,6	20,2
Créances d'impôts sur les sociétés	1,2	0,0	1,2
Autres créances	56,3	-23,4	32,9
Actifs non courants	2 988,4	4,6	2 993,0
Autres actifs financiers	17,1	-0,8	16,3
Stocks	85,5	-2,1	83,4
Instruments financiers dérivés	0,0	0,0	0,0
Clients et autres débiteurs	777,5	-97,3	680,2
Créances d'impôts sur les sociétés	7,3	-0,5	6,8
Actifs financiers de gestion de trésorerie	40,7	0,0	40,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	744,1	-60,1	684,0
Actifs courants	1 672,2	-160,8	1 511,4
Total des Actifs	4 660,6	-156,2	4 504,4
Capital	3,4	0,0	3,4
Primes	1 052,3	0,0	1 052,3
Réserves consolidées	1 430,8	0,0	1 430,8
Résultat net part du Groupe	90,5	0,0	90,5
Autres éléments des capitaux propres	-57,0	0,0	-57,0
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	2 520,0	0,0	2 520,0
Participations ne donnant pas le contrôle	-38,8	0,0	-38,8
Total des Capitaux Propres	2 481,2	0,0	2 481,2
Provisions	238,7	-9,3	229,4
Impôts différés passif	90,7	-3,8	86,9
Dettes financières	663,1	-36,4	626,7
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	94,3	0,0	94,3
Autres créditeurs	15,7	-0,2	15,5
Instruments financiers dérivés	9,2	0,0	9,2
Passifs non courants	1 111,7	-49,7	1 062,0
Provisions	36,2	-1,2	35,0
Dettes financières	82,7	-4,9	77,8
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	30,2	0,0	30,2
Instruments financiers dérivés	2,7	-1,9	0,8
Fournisseurs et autres créditeurs	872,2	-92,1	780,1
Passifs d'impôt exigible	31,5	-6,1	25,4
Concours bancaires	12,2	-0,3	11,9
Passifs courants	1 067,7	-106,5	961,2
Total des Passifs	2 179,4	-156,2	2 023,2
Total des Capitaux Propres et des Passifs	4 660,6	-156,2	4 504,4

L'impact de la norme IFRS 11 sur la ligne « Titres mis en équivalence » s'entend hors élimination des titres. Le montant de situation nette des coentreprises au paragraphe 11 « Information sur les sociétés en intégration proportionnelle » dans les annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2013, se lisait nette de cette élimination.

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	Impact	31/12/2012
	Publié	IFRS 11	Retraité
Goodwill	1 356,9	-97,8	1 259,1
Autres immobilisations incorporelles	302,3	-22,6	279,7
Immobilisations corporelles	1 115,8	-87,0	1 028,8
Titres mis en équivalence	144,5	247,8	392,3
Investissements financiers	2,1	0,0	2,1
Autres actifs financiers	24,2	-0,2	24,0
Impôts différés actif	29,9	-7,0	22,9
Créances d'impôts sur les sociétés	0,9	0,0	0,9
Autres créances	36,4	-2,4	34,0
Actifs non courants	3 013,0	30,8	3 043,8
Autres actifs financiers	12,4	6,0	18,4
Stocks	98,8	-1,8	97,0
Instruments financiers dérivés	0,0	0,0	0,0
Clients et autres débiteurs	729,7	-68,6	661,1
Créances d'impôts sur les sociétés	11,3	-0,3	11,0
Actifs financiers de gestion de trésorerie	0,0	0,0	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	458,9	-70,6	388,3
Actifs courants	1 311,1	-135,3	1 175,8
Total des Actifs	4 324,1	-104,5	4 219,6
Capital	3,4	0,0	3,4
Primes	1 021,3	0,0	1 021,3
Réserves consolidées	1 354,8	0,0	1 354,8
Résultat net part du Groupe	164,3	0,0	164,3
Autres éléments des capitaux propres	-12,8	0,0	-12,8
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	2 531,0	0,0	2 531,0
Participations ne donnant pas le contrôle	-42,7	0,0	-42,7
Total des Capitaux Propres	2 488,3	0,0	2 488,3
Provisions	241,1	-9,8	231,3
Impôts différés passif	96,7	-5,3	91,4
Dettes financières	140,2	-1,9	138,3
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	104,1	0,0	104,1
Autres créanciers	25,8	-0,1	25,7
Instruments financiers dérivés	6,1	0,0	6,1
Passifs non courants	614,0	-17,1	596,9
Provisions	31,6	-1,1	30,5
Dettes financières	260,5	-1,1	259,4
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	13,3	0,0	13,3
Instruments financiers dérivés	22,5	0,0	22,5
Fournisseurs et autres créanciers	841,5	-77,8	763,7
Passifs d'impôt exigible	39,0	-6,8	32,2
Concours bancaires	13,4	-0,6	12,8
Passifs courants	1 221,8	-87,4	1 134,4
Total des Passifs	1 835,8	-104,5	1 731,3
Total des Capitaux Propres et des Passifs	4 324,1	-104,5	4 219,6

La comptabilisation des coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence a un impact de 8,5 millions d'euros sur la variation de la trésorerie nette dans le tableau des flux de trésorerie de l'exercice 2013 qui se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	2013 Publié	Impact IFRS 11	2013 Retraité
Résultat net avant impôts	204,2	-19,5	184,7
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-13,4	-55,4	-68,8
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	10,5	64,8	75,3
Charges liées aux paiements en actions	2,6	0,0	2,6
Dotations nettes aux amortissements et provisions	367,9	-25,2	342,7
Plus et moins-values de cession et résultat sur variations de périmètre	-9,1	-2,1	-11,2
Charges nettes d'actualisation	10,3	-0,2	10,1
Intérêts financiers nets	13,9	-2,1	11,8
Dérivés financiers, résultat de change et autres	-9,8	-0,4	-10,2
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-57,8	43,7	-14,1
Variation des stocks	12,1	-0,3	11,8
Variation des clients et autres créances	-102,3	45,9	-56,4
Variation des fournisseurs et autres dettes	32,4	-1,9	30,5
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	519,3	3,6	522,9
Intérêts financiers payés	-16,5	4,3	-12,2
Intérêts financiers reçus	10,1	-2,1	8,0
Impôt sur le résultat payé	-111,0	21,8	-89,2
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	401,9	27,6	429,5
Décès sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-247,2	14,9	-232,3
Décès sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise	-61,3	-21,8	-83,1
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-14,5	-3,9	-18,4
Total Investissements	-323,0	-10,8	-333,8
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	25,1	-1,2	23,9
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée	1,2	2,0	3,2
Cession d'autres immobilisations financières	10,1	2,1	12,2
Total Désinvestissements	36,4	2,9	39,3
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	-286,6	-7,9	-294,5
Distribution mise en paiement	-109,4	0,0	-109,4
Réduction des capitaux propres	-2,2	0,0	-2,2
Décès sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle	-0,1	0,0	-0,1
Remboursement d'emprunts à long terme	-231,2	0,1	-231,1
Remboursement de contrats de location financement	-4,8	0,2	-4,6
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de trésorerie	-40,0	0,0	-40,0
Besoin de trésorerie (Financement)	-387,7	0,3	-387,4
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle	5,1	0,0	5,1
Augmentation des capitaux propres	28,6	0,0	28,6
Augmentation des emprunts à long terme	535,0	-11,5	523,5
Dégagement de trésorerie (Financement)	568,7	-11,5	557,2
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	181,0	-11,2	169,8
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	296,3	8,5	304,8
Trésorerie nette d'ouverture	445,5	-70,0	375,5
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	-9,9	1,7	-8,2
Trésorerie nette de clôture	731,9	-59,8	672,1

3. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.1. Principaux mouvements de périmètre en 2014

Les principales variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2014 sont les suivantes :

Acquisitions

Le 7 mars 2014, JCDecaux Latin America Investments Holding S.L. a acquis 85 % d'Eumex, groupe spécialisé dans le mobilier urbain en Amérique Latine. Le groupe Eumex est consolidé en intégration globale.

Le 23 avril 2014, JCDecaux Mestsky Mobiliar Spol Sro a acquis les 50 % restants de la société JCDecaux BigBoard AS (République Tchéque). Cette société antérieurement consolidée selon la mise en équivalence à 50 % est désormais consolidée en intégration globale.

Le 24 avril 2014, JCDecaux Asie Holding a acquis une participation complémentaire de 25 % dans la société MCDcaux Inc. (Japon). Cette société antérieurement consolidée selon la mise en équivalence à 60 % est désormais consolidée en intégration globale.

Le 18 août 2014, JCDecaux Advertising (Shanghai) Co. Ltd a racheté les 50 % restants de la société Beijing JCDecaux Pearl & Dean (anciennement Beijing Gehua JCD Advertising Co, Ltd) Cette société antérieurement consolidée selon la mise en équivalence à 50 % est désormais consolidée en intégration globale.

3.2. Effets des acquisitions

Les prises de contrôle réalisées en 2014, qui portent principalement sur Eumex (Amérique Latine) et MCDcaux Inc. (Japon) ont eu les effets suivants sur les comptes consolidés du Groupe :

<i>(En millions d'euros)</i>		Juste valeur comptabilisée à la date d'acquisition
Actifs non courants		89,3
Actifs courants		35,8
Total Actif		125,1
Passifs non courants		34,1
Passifs courants		50,0
Total Passif		84,1
Actif net à la juste valeur à 100%	(a)	41,0
- dont Participations ne donnant pas le contrôle	<i>(b)</i>	6,2
Contrepartie totale transférée	(c)	61,4
- dont prix d'acquisition ⁽¹⁾		53,9
- dont juste valeur de la quote-part antérieurement détenue		7,5
Goodwill ⁽²⁾	=(c)-(a)+(b)	26,6
Prix d'acquisition		-53,9
Trésorerie nette acquise		2,8
Acquisitions de titres de participation sur l'exercice		-51,1

(1) Principalement lié à Eumex

(2) L'option de calcul du goodwill complet n'a pas été retenue pour aucune des acquisitions

Les valeurs des actifs et passifs acquis ainsi que les goodwill afférents à ces opérations sont déterminés de manière provisoire et sont susceptibles d'évoluer durant le délai nécessaire à la finalisation de l'affectation des goodwill qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois après la date de prise de contrôle.

L'impact de ces acquisitions sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe est respectivement de 52,8 millions d'euros et de -1,3 million d'euros. L'impact complémentaire sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe si ces acquisitions avaient été réalisées au 1er janvier 2014 serait une hausse de 8 millions d'euros du chiffre d'affaires et une baisse de 0,3 million d'euros du résultat net part du Groupe.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO), pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance. En conséquence,

conformément à la norme IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des coentreprises. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

4.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

Définition des secteurs opérationnels

Mobilier Urbain

L'activité Mobilier Urbain couvre de manière générale les conventions publicitaires sur le domaine public signées avec les villes et collectivités locales. Elle comprend également les activités de publicité dans les centres commerciaux, ainsi que les locations de mobiliers, les ventes et locations de matériels, les travaux et entretiens divers, et autres prestations de services.

Transport

L'activité Transport couvre la publicité dans les moyens de transport tels que les aéroports, les métros, les bus, les tramways et les trains.

Affichage

L'activité Affichage couvre de manière générale la publicité sur le domaine privé, telle que l'affichage grand format traditionnel ou rétro-éclairé. Elle comprend également l'affichage lumineux type néons et les bâches publicitaires.

Opérations entre les différents secteurs opérationnels

Les prix de transfert entre les secteurs opérationnels sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2014 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	1 275,7	1 078,8	458,8	2 813,3
Marge opérationnelle	408,0	175,7	46,3	630,0
Résultat d'exploitation ⁽¹⁾	164,1	137,9	1,1	303,1
Investissements corporels et incorporels nets ⁽²⁾	136,1	34,0	30,1	200,2

(1) Dont une dotation relative aux tests de perte de valeur de -31,8 millions d'euros : -20,2 millions d'euros en Mobilier Urbain, +1,6 million d'euros en Transport et -13,2 millions d'euros en Affichage.

(2) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	2 813,3	-331,1	2 482,2
Marge opérationnelle	630,0	-99,0	531,0
Résultat d'exploitation	303,1	-70,8	232,3
Investissements corporels et incorporels nets	200,2	-32,1	168,1

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -331,1 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -349,3 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au paragraphe 11 « Informations sur les coentreprises » – et +18,2 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2013 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	1 191,9	1 014,0	470,3	2 676,2
Marge opérationnelle	391,0	170,2	62,4	623,6
Résultat d'exploitation ⁽¹⁾	180,5	113,0	-73,9	219,6
Investissements corporels et incorporels nets ⁽²⁾	191,8	17,1	13,2	222,1

(1) Dont une dotation relative aux tests de perte de valeur de -132,0 millions d'euros : -21,3 millions d'euros en Transport et -110,7 millions d'euros en Affichage.

(2) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	2 676,2	-342,1	2 334,1
Marge opérationnelle	623,6	-106,1	517,5
Résultat d'exploitation	219,6	-77,8	141,8
Investissements corporels et incorporels nets	222,1	-13,7	208,4

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -342,1 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -352,7 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au paragraphe 11 « Informations sur les coentreprises » – et +10,6 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises.

4.2. Par zone géographique

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2014 :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie- Pacifique	France	Royaume- Uni	Reste du monde	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	765,0	656,2	621,3	331,2	270,3	169,3	2 813,3

(1) Hors France et Royaume-Uni.

L'impact de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté de 2 813,3 millions d'euros est de -331,1 millions d'euros, ramenant le chiffre d'affaires IFRS à 2 482,2 millions d'euros.

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2013 :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie- Pacifique	France	Royaume- Uni	Reste du monde	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	741,0	613,2	618,8	309,5	213,8	179,9	2 676,2

(1) Hors France et Royaume-Uni.

L'impact de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté de 2 676,2 millions d'euros est de -342,1 millions d'euros, ramenant le chiffre d'affaires IFRS à 2 334,1 millions d'euros.

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

4.3. Autres informations

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS en 2014 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	498,1	-17,4	480,7
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	3,5	3,4	6,9
Investissements corporels et incorporels nets	-200,2	32,1	-168,1
Cash-Flow Disponible	297,9	14,7	312,6

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

5. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

5.1. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Variations de l'exercice 2014 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Goodwill	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP ⁽¹⁾	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2014 - Retraité	1 557,6	40,0	569,1	37,6	2 204,3
Acquisitions / Augmentations		7,2	11,7	6,0	24,9
Sorties		-0,2	-1,4	-0,4	-2,0
- Dont échange d'actifs				-0,3	-0,3
Variations de périmètre	26,6	0,1	64,6	0,2	91,5
Conversion	19,2	0,2	29,4	1,2	50,0
Reclassements ⁽²⁾		0,2	13,2	-13,5	-0,1
Valeur brute au 31 décembre 2014	1 603,4	47,5	686,6	31,1	2 368,6
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2014 - Retraité	-432,2	-18,7	-339,7	-18,2	-808,8
Dotations		-4,3	-45,0	-0,9	-50,2
Perte de valeur			-6,1	-1,3	-7,4
Sorties		0,1	1,3		1,4
Variations de périmètre		-0,1	-17,6		-17,7
Conversion	-0,4		-15,4	-0,6	-16,4
Reclassements ⁽²⁾			0,2	0,7	0,9
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2014	-432,6	-23,0	-422,3	-20,3	-898,2
Valeur nette au 1er janvier 2014 - Retraité	1 125,4	21,3	229,4	19,4	1 395,5
Valeur nette au 31 décembre 2014	1 170,8	24,5	264,3	10,8	1 470,4

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2013 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Goodwill	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP ⁽¹⁾	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2013 - Retraité	1,567.1	33.1	547.4	39.0	2,186.6
Acquisitions / Augmentations		7.8	29.0	7.6	44.4
- Dont échange d'actifs			5.7		5.7
Sorties		-0.4	-12.6	-0.2	-13.2
- Dont échange d'actifs			-11.2		-11.2
Variations de périmètre ⁽²⁾	-2.0		5.9	0.2	4.1
Conversion	-7.5	-0.6	-9.5	-0.5	-18.1
Reclassements ⁽³⁾		0.1	9.0	-8.5	0.6
Valeur brute au 31 décembre 2013 - Retraité	1,557.6	40.0	569.2	37.6	2,204.4
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2013 - Retraité	-308.0	-15.6	-305.9	-18.3	-647.8
Dotations		-3.6	-40.0	-0.5	-44.1
Perte de valeur	-124.6				-124.6
Sorties		0.4	1.3		1.7
Variations de périmètre			-0.1		-0.1
Conversion	0.4	0.1	5.3	0.3	6.1
Reclassements ⁽³⁾			-0.4	0.3	-0.1
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2013 - Retraité	-432.2	-18.7	-339.8	-18.2	-808.9
Valeur nette au 1er janvier 2013 - Retraité	1,259.1	17.5	241.5	20.7	1,538.8
Valeur nette au 31 décembre 2013 - Retraité	1,125.4	21.3	229.4	19.4	1,395.5

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) Comprend l'impact d'ajustements de prix ayant eu lieu durant le délai légal d'affectation, ces ajustements sont non significatifs.

(3) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

5.2. Immobilisations corporelles

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014		31/12/2013 Retraité	
	Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants nets	Montants nets
Terrains	26,6	-1,4	25,2	23,0
Constructions	85,7	-66,1	19,6	18,6
Installations techniques, matériel et outillage	2 634,4	-1 784,1	850,3	867,2
Matériel de transport	127,0	-79,7	47,3	41,6
Autres immobilisations corporelles	151,5	-130,2	21,3	16,0
En cours, avances et acomptes	62,1	-3,2	58,9	51,6
Total	3 087,3	-2 064,7	1 022,6	1 018,0

Variations de l'exercice 2014 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations tech, mat. & outil.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2014 - Retraité	24,0	81,8	2 531,8	318,6	2 956,2
- Dont location financement		4,3	5,4	23,3	33,0
- Dont coût de démontage			122,5		122,5
Acquisitions		2,3	81,5	99,1	182,9
- Dont acquisitions en location financement				18,8	18,8
- Dont coût de démontage			16,5		16,5
Sorties		-0,3	-123,7	-27,1	-151,1
- Dont sorties en location financement				-1,8	-1,8
- Dont coût de démontage			-11,8		-11,8
Variations de périmètre	1,5	1,6	55,7	5,4	64,2
Reclassements ⁽¹⁾		0,1	57,8	-60,8	-2,9
Conversion	1,1	0,2	31,3	5,4	38,0
Valeur brute au 31 décembre 2014	26,6	85,7	2 634,4	340,6	3 087,3
Amortissements au 1er janvier 2014 - Retraité	-1,0	-63,2	-1 664,6	-209,4	-1 938,2
- Dont location financement		-4,1	-5,4	-8,7	-18,2
- Dont coût de démontage			-65,4		-65,4
Dotations nettes des reprises	-0,2	-2,7	-174,9	-19,0	-196,8
- Dont dotations sur location financement		-0,1		-6,2	-6,3
- Dont coût de démontage			-14,8		-14,8
Perte de valeur			-15,3	-4,3	-19,6
Sorties		0,2	117,3	25,6	143,1
- Dont sorties sur location financement				1,7	1,7
- Dont coût de démontage			8,6		8,6
Variations de périmètre	-0,1	-0,3	-23,8	-3,6	-27,8
Reclassements ⁽¹⁾		0,1	-1,5	-0,1	-1,5
Conversion	-0,1	-0,2	-21,3	-2,3	-23,9
Amortissements au 31 décembre 2014	-1,4	-66,1	-1 784,1	-213,1	-2 064,7
Valeur nette au 1er janvier 2014 - Retraité	23,0	18,6	867,2	109,2	1 018,0
Valeur nette au 31 décembre 2014	25,2	19,6	850,3	127,5	1 022,6

(1) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2013 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations tech, mat. & outil.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2013 - Retraité	24,5	82,7	2 510,4	312,5	2 930,1
- Dont location financement		4,3	5,4	18,1	27,8
- Dont coût de démontage			118,9		118,9
Acquisitions		0,6	116,6	92,4	209,6
- Dont acquisitions en location financement				6,7	6,7
- Dont coût de démontage			15,4		15,4
Sorties	-0,2	-1,3	-112,9	-20,2	-134,6
- Dont sorties en location financement				-1,3	-1,3
- Dont coût de démontage			-10,4		-10,4
- Dont échange d'actifs			-3,5		-3,5
Variations de périmètre		0,1	4,1	0,4	4,6
Reclassements ⁽¹⁾		0,1	60,4	-62,1	-1,6
Conversion	-0,3	-0,4	-46,8	-4,6	-52,1
Valeur brute au 31 décembre 2013 - Retraité	24,0	81,8	2 531,8	318,4	2 956,0
Amortissements au 1er janvier 2013 - Retraité	-0,9	-61,6	-1 629,2	-209,6	-1 901,3
- Dont location financement		-3,9	-5,1	-6,4	-15,4
- Dont coût de démontage			-59,5		-59,5
Dotations nettes des reprises	-0,1	-2,3	-164,4	-17,4	-184,2
- Dont dotations sur location financement		-0,2	-0,3	-3,6	-4,1
- Dont coût de démontage			-11,7		-11,7
Perte de valeur					0,0
Sorties		0,5	102,4	15,7	118,6
- Dont sorties sur location financement				1,1	1,1
- Dont coût de démontage			5,1		5,1
- Dont échange d'actifs			1,7		1,7
Variations de périmètre			-2,1	-0,2	-2,3
Reclassements ⁽¹⁾		-0,1	1,4	0,3	1,6
Conversion		0,3	27,3	2,0	29,6
Amortissements au 31 décembre 2013 - Retraité	-1,0	-63,2	-1 664,6	-209,2	-1 938,0
Valeur nette au 1er janvier 2013 - Retraité	23,6	21,1	881,2	102,9	1 028,8
Valeur nette au 31 décembre 2013 - Retraité	23,0	18,6	867,2	109,2	1 018,0

(1) L'impact net des reclassements est nul au 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2014, la valeur nette des immobilisations corporelles en location financement s'élève à 27,2 millions d'euros contre 14,8 millions d'euros au 31 décembre 2013 et se décompose comme suit :

En millions d'euros	31/12/2014	31/12/2013
		Retraité
Constructions	0,1	0,2
Matériel de transport	26,9	14,3
Autres immobilisations corporelles	0,2	0,3
Total	27,2	14,8

Plus de 80 % des immobilisations corporelles du Groupe sont constituées de mobilier urbain et autres structures publicitaires. Ces immobilisations représentent une gamme de produits très divers (Seniors, MUIPs®, colonnes, mâts drapeaux, abribus, sanitaires, bancs, vélos, bornes de propreté etc.). Ces actifs sont détenus en pleine propriété (contrôlés par le Groupe) et le chiffre d'affaires publicitaire du Groupe correspond à la vente des espaces publicitaires présents sur certains de ces mobiliers. La valeur nette comptable des constructions s'élève à 19,6 millions d'euros. Le Groupe est propriétaire de 99 % des constructions, le restant étant détenu en location financement. Les constructions sont composées de bâtiments administratifs et d'entrepôts principalement en Allemagne et en France pour respectivement 6,9 millions d'euros et 4,1 millions d'euros.

5.3. Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles

Les goodwill et les immobilisations corporelles et incorporelles se réfèrent aux groupements d'UGT suivants :

	31/12/2014			31/12/2013 Retraité		
	Goodwill	Actifs corporels / incorporels (1)	Total	Goodwill	Actifs corporels / incorporels (1)	Total
<i>En millions d'euros</i>						
Mobilier Urbain Europe (hors France et Royaume-Uni)	358,5	389,8	748,3	357,5	436,6	794,1
Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni)	141,7	50,4	192,1	141,7	55,9	197,6
Aéroports Monde	122,6	45,1	167,7	123,1	32,5	155,6
Affichage Royaume-Uni	164,0	48,1	212,1	153,5	42,7	196,2
Affichage France	115,4	8,1	123,5	115,4	10,8	126,2
Autres	268,6	738,3	1 006,9	234,2	678,5	912,7
Total	1 170,8	1 279,8	2 450,6	1 125,4	1 257,0	2 382,4

Ce tableau prend en compte les pertes de valeur constatées sur les immobilisations corporelles et incorporelles et les goodwill.

(1) Les actifs incorporels et corporels sont présentés nets des provisions pour perte à terminaison, d'un montant de respectivement 14,3 millions d'euros et 6,4 millions d'euros au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013, et sont également présentés diminués des impôts différés passifs nets liés aux contrats reconnus dans le cadre du regroupement d'entreprises, d'un montant de respectivement 28,1 millions d'euros et 24,7 millions d'euros au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013.

Les tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2014 ont conduit à constater en résultat d'exploitation une dotation de perte de valeur globale de -27,0 millions d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles (dont -17,0 millions d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles de l'Amérique du Nord et -10,0 millions d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles de l'Europe (hors France et Royaume-Uni)), ainsi qu'une reprise nette de provision pour perte à terminaison de 2,3 millions d'euros.

Les tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles ont un impact négatif de -14,2 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe.

Le taux d'actualisation, le taux de croissance de la marge opérationnelle et le taux de croissance à l'infini pour les projections de l'activité Affichage sont considérés comme les hypothèses-clés retenues par le Groupe dans le cadre des tests de perte de valeur.

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 7,0 % à 19,0 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 7,0 % en 2014 (contre 7,5 % en 2013), est utilisé notamment en Europe Occidentale (hors Espagne, Portugal, Italie et Irlande), Amérique du Nord, Japon, Singapour, Corée du Sud, Australie et Chili, où le Groupe exerce 62 % de son activité. Le taux d'actualisation moyen du Groupe ressort ainsi à 8,7 % en 2014.

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une perte de -0,3 million d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles et de -15,7 millions d'euros sur les goodwill (dont -8,1 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Affichage Royaume-Uni et -7,6 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni)).

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance normatif de la marge opérationnelle entraînerait une perte de valeur de -1,3 million d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles.

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage entraînerait une perte de valeur de -8,4 millions d'euros sur les goodwill de cette activité.

Le résultat des tests de perte de valeur réalisés sur les sociétés mises en équivalence est décrit au paragraphe 6.5 « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ».

5.4. Titres mis en équivalence

	31/12/2014	31/12/2013 Retraité
<i>En millions d'euros</i>		
Coentreprises	294,0	311,1
Entreprises associées	181,2	174,2
Total	475,2	485,3

Les informations relatives aux coentreprises et entreprises associées sont données en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités » et figurent au paragraphe 11 « Informations sur les coentreprises » et au paragraphe 12 « Informations sur les entreprises associées ».

5.5. Autres actifs financiers (courant et non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013 Retraité
Prêts	42,1	28,2
Créances rattachées à des participations	17,5	7,3
Autres immobilisations financières	21,3	19,6
Total	80,9	55,1

Les autres actifs financiers sont principalement composés d'avances en compte courant accordées aux partenaires des sociétés contrôlées, à des entités mises en équivalence ou non consolidées, ainsi que de dépôts et cautionnements.

L'échéance des autres actifs financiers se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013 Retraité
≤ 1 an	5,5	16,3
> 1 an & ≤ 5 ans	73,2	35,3
> 5 ans	2,2	3,5
Total	80,9	55,1

5.6. Autres créances (non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013 Retraité
- Créances diverses	3,4	2,0
<i>Dépréciation des créances diverses</i>	-2,1	-1,7
- Créances fiscales	0,1	0,1
- Charges constatées d'avance	30,3	32,5
Total Autres créances (actifs non courants)	33,8	34,6
Total Dépréciation des Autres créances (non courant)	-2,1	-1,7
Total	31,7	32,9

5.7. Stocks

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013 Retraité
Valeur brute des stocks	114,9	103,4
Matières premières, approv. et marchandises	83,9	74,5
Produits intermédiaires et finis	31,0	28,9
Dépréciation	-22,4	-20,0
<i>Matières premières, approv. et marchandises</i>	-14,8	-13,3
<i>Produits intermédiaires et finis</i>	-7,6	-6,7
Total	92,5	83,4

5.8. Clients et autres débiteurs

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013 Retraité
- Créances clients	672,1	576,2
<i>Dépréciation des créances clients</i>	-30,6	-25,3
- Créances diverses	26,1	22,1
<i>Dépréciation des créances diverses</i>	-1,9	-1,7
- Autres créances d'exploitation	19,0	18,6
<i>Dépréciation des autres créances d'exploitation</i>	-0,2	-0,1
- Créances fiscales diverses	36,8	34,1
- Créances sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	2,2	0,0
- Créances sur cession d'immobilisations financières	1,5	1,5
- Créances : subventions d'équipement à recevoir	0,1	0,0
- Avances et acomptes versés	6,7	6,2
- Charges constatées d'avance	55,4	48,6
Total Clients et autres débiteurs	819,9	707,3
Total Dépréciation des créances clients et autres débiteurs	-32,7	-27,1
Total	787,2	680,2

L'augmentation des créances clients et autres débiteurs de 107,0 millions d'euros au 31 décembre 2014 est principalement liée aux variations de périmètre et de change pour 58,1 millions d'euros et à la progression de l'activité.

Le solde des créances clients échues et non provisionnées est de 256,9 millions d'euros au 31 décembre 2014 contre 198,1 millions d'euros au 31 décembre 2013. 17,2 % des créances clients non provisionnées sont échues de plus de 90 jours au 31 décembre 2014, contre 10,8 % au 31 décembre 2013. Ces créances ne font pas l'objet de dépréciation car le Groupe considère qu'elles ne présentent pas de risque de recouvrement.

5.9. Trésorerie gérée

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013 Retraité
Trésorerie	198,0	183,9
Equivalents de trésorerie	596,8	500,1
Total Trésorerie et Equivalents de trésorerie	794,8	684,0
Actifs financiers de gestion de trésorerie ⁽¹⁾	41,8	40,7
Total Trésorerie gérée	836,6	724,7

(1) Les actifs financiers de gestion de trésorerie sont des placements liquides à court terme qui ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais qui ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

Au 31 décembre 2014, le Groupe dispose de 836,6 millions d'euros de trésorerie gérée, dont 794,8 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et 41,8 millions d'euros d'actifs financiers de gestion de trésorerie. Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 7,4 millions d'euros sont placés en garantie au 31 décembre 2014, contre 8,7 millions d'euros au 31 décembre 2013.

5.10. Impôts différés nets

5.10.1. Impôts différés comptabilisés

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013 Retraité
Immobilisations corporelles et incorporelles	-109,7	-110,1
Reports déficitaires	7,5	5,4
Provision pour démontage	20,9	15,3
Provision pour retraites et avantages assimilés	20,1	17,0
Autres	10,7	5,7
Total	-50,5	-66,7

5.10.2. Variation des impôts différés nets

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013 Retraité	Charge nette	Reclassement	ID/Ecarts Actuariels	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2014
Impôts différés actif	20,2	17,2	-11,9	0,8	1,7	3,1	31,1
Impôts différés passif	-86,9	2,4	11,9	2,1	-1,5	-9,6	-81,6
Total	-66,7	19,6	0,0	2,9	0,2	-6,5	-50,5

5.10.3. Impôts différés actif sur reports déficitaires non reconnus

Au 31 décembre 2014, le montant des impôts différés actif liés à des reports déficitaires non reconnus s'élève à 35,6 millions d'euros, contre 34,3 millions d'euros au 31 décembre 2013.

5.11. Capitaux propres

Composition du capital

Au 31 décembre 2014, le capital s'établit à 3 413 859,37 euros divisé en 223 934 334 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2014 et au 31 décembre 2014 :

Nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2014	223 486 855
Emission d'actions suite à l'octroi d'actions gratuites	19 211
Emission d'actions suite aux levées d'options	428 268
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2014	223 934 334

Au 31 décembre 2014, JCDecaux SA ne détient aucune action propre.

Le 17 février 2014, 780 392 options de souscription d'actions ont été attribuées, au prix d'exercice de 31,69 euros. La charge relative à tous les plans en cours s'élève à 3,0 millions d'euros en 2014.

L'Assemblée Générale du 14 mai 2014 a décidé le versement d'un dividende de 0,48 euro pour chacune des 223 486 855 actions composant le capital social au 31 décembre 2013. Cette distribution est soumise au paiement de la taxe de 3 % sur les dividendes enregistrée en impôts au compte de résultat.

Les intérêts des participations ne donnant pas le contrôle ne représentent pas une part significative des états financiers consolidés du Groupe au cours des exercices 2013 et 2014.

5.12. Provisions

Les provisions se décomposent comme suit :

31/12/2014 31/12/2013

En millions d'euros

	31/12/2014	31/12/2013
Provisions pour démontage	191,1	175,8
Provisions pour retraites et avantages assimilés	72,0	60,5
Provisions pour litiges	11,4	9,9
Autres provisions	28,4	18,2
Total	302,9	264,4

Variation des provisions

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013		Actuali- sation ⁽¹⁾	Reprises		Ecart actuaries / plafonnement des actifs	Reclas- sements	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2014
	Retraité	Dotations		Consommées	Non consommées					
Provisions pour démontage	175,8	10,3	11,0	-8,3	-7,9			2,8	7,4	191,1
Provisions pour retraites et avantages assimilés	60,5	4,2	2,0	-5,2		9,8		0,6	0,1	72,0
Provisions pour litiges	9,9	3,0		-0,5	-1,5		0,4	0,1		11,4
Autres provisions ⁽²⁾	18,2	4,5		-3,2	-2,2			1,0	10,1	28,4
Total	264,4	22,0	13,0	-17,2	-11,6	9,8	0,4	4,5	17,6	302,9

(1) Dont 6,2 millions d'euros constatés en contrepartie des immobilisations corporelles.

(2) Dont 14,3 millions de provisions pour pertes à terminaison au 31 décembre 2014 contre 6,4 millions au 31 décembre 2013.

5.12.1. Provisions pour démontage

Les provisions sont principalement constituées des provisions pour démontage concernant le mobilier urbain. Elles sont déterminées à l'issue de chaque exercice en fonction du parc et du coût unitaire de démontage (main d'œuvre, coût de la destruction et de la réfection des sols). Au 31 décembre 2014, la durée résiduelle moyenne des contrats qui constitue la base de calcul de la provision pour démontage est de 6,5 ans.

Les provisions pour démontage font l'objet d'une actualisation au taux de 2,0 % au 31 décembre 2014, contre un taux de 2,6 % au 31 décembre 2013. Le changement de taux a pour effet une augmentation des provisions pour démontage de 6,2 millions d'euros, en contrepartie des immobilisations corporelles dans l'état de situation financière. L'utilisation d'un taux de 1,5 % (variation de 50 points de base) aurait conduit à une provision complémentaire de l'ordre de 6,0 millions d'euros.

5.12.2. Provisions pour retraites et avantages assimilés

5.12.2.1. Caractéristiques des plans à prestations définies

Les engagements à prestations définies du Groupe vis-à-vis du personnel sont principalement constitués d'engagements de retraite (indemnités conventionnelles de départs et prestations de retraites, retraites complémentaires dont bénéficient les cadres dirigeants de certaines filiales du Groupe) et d'autres avantages à long terme versés pendant la durée de l'emploi tels que les médailles du travail ou jubilé.

Les engagements du Groupe concernent principalement la France, le Royaume-Uni et l'Autriche.

En France, les indemnités de fin de carrière sont calculées selon la convention nationale de la Publicité. Une partie de l'engagement est couvert par les cotisations versées à un fonds externe par les sociétés françaises du Groupe JCDecaux.

Au Royaume-Uni, les engagements de retraite sont principalement constitués d'un plan de pension dont bénéficiait un certain nombre de salariés de la société JCDecaux UK Ltd. En décembre 2002, les droits acquis au titre de ce régime ont été gelés.

En Autriche, les engagements sont principalement constitués d'indemnités légales de départ.

5.12.2.2 Informations financières

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

	2014	2013 Retraité
Taux d'actualisation ⁽¹⁾		
Zone Euro	2,00 %	3,30 %
Royaume-Uni	3,90 %	4,50 %
Taux de revalorisation de salaires		
Zone Euro	2,20 %	2,20 %
Royaume-Uni ⁽²⁾	NA	NA
Taux d'inflation		
Zone Euro	1,75 %	2,00 %
Royaume-Uni	2,30 %	2,40 %

(1) Les taux d'actualisation sur les zones Euro et Royaume-Uni sont issus des données Iboxx et sont déterminés sur la base du taux de rendement d'obligations émises par des entreprises privées de première qualité (notées AA).

(2) Le plan UK étant gelé, pas de prise en compte de revalorisation de salaires.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante :

▪ en 2013 (Retraité) :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Evolution de la dette actuarielle				
Dette actuarielle à l'ouverture	12,6	85,8	7,8	106,2
Coût des services rendus	1,0	2,5	0,5	4,0
Charge d'intérêt	0,5	3,1	0,2	3,8
Coût des services passés			-0,9	-0,9
Ecart actuariels ⁽¹⁾	-0,6	-2,1	-0,3	-3,0
Prestations payées	-0,4	-1,9	-0,4	-2,7
Conversion	-0,2	-1,1		-1,3
Autres	0,4	-0,4		0,0
Dette actuarielle à la clôture	13,3	85,9	6,9	106,1
<i>dont France</i>	<i>7,4</i>	<i>42,9</i>	<i>4,5</i>	<i>54,8</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>5,9</i>	<i>43,0</i>	<i>2,4</i>	<i>51,3</i>
Evolution des actifs				
Actifs à l'ouverture		44,8		44,8
Produit d'intérêt		1,8		1,8
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		-0,1		-0,1
Contributions employeur		1,9		1,9
Prestations payées		-1,9		-1,9
Conversion		-0,9		-0,9
Autres				0,0
Actifs à la clôture		45,6		45,6
<i>dont France</i>		<i>6,9</i>		<i>6,9</i>
<i>dont autres pays</i> ⁽²⁾		<i>38,7</i>		<i>38,7</i>
Provisions				
Couverture financière	13,3	40,3	6,9	60,5
Plafonnement des actifs				0,0
Provisions à la clôture	13,3	40,3	6,9	60,5
<i>dont France</i>	<i>7,4</i>	<i>36,0</i>	<i>4,5</i>	<i>47,9</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>5,9</i>	<i>4,3</i>	<i>2,4</i>	<i>12,6</i>
Charge de retraite				
Charge d'intérêt	0,5	3,1	0,2	3,8
Produit d'intérêt		-1,8		-1,8
Coût des services rendus	1,0	2,5	0,5	4,0
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à long terme			-0,3	-0,3
Coût des services passés			-0,9	-0,9
Autres				0,0
Charge de l'exercice	1,5	3,8	-0,5	4,8
<i>dont France</i>	<i>0,8</i>	<i>3,4</i>	<i>0,4</i>	<i>4,6</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,2</i>

(1) Dont -0,5 million d'euros lié aux écarts d'expérience, -2,0 millions d'euros liés aux hypothèses financières et -0,5 million d'euros lié aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

▪ en 2014 :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Evolution de la dette actuarielle				
Dette actuarielle à l'ouverture	13,3	85,9	6,9	106,1
Coût des services rendus	1,0	2,3	0,6	3,9
Charge d'intérêt	0,5	3,3	0,2	4,0
Acquisitions / cessions de régimes			0,1	0,1
Ecart actuariel ⁽¹⁾	1,5	9,8	0,5	11,8
Prestations payées	-1,1	-3,4	-0,6	-5,1
Conversion	0,2	2,8		3,0
Autres				0,0
Dette actuarielle à la clôture	15,4	100,7	7,7	123,8
<i>dont France</i>	<i>9,0</i>	<i>49,1</i>	<i>4,8</i>	<i>62,9</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>6,4</i>	<i>51,6</i>	<i>2,9</i>	<i>60,9</i>
Evolution des actifs				
Actifs à l'ouverture		45,6		45,6
Produit d'intérêt		2,0		2,0
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		1,7		1,7
Contributions employeur		3,5		3,5
Prestations payées		-3,4		-3,4
Conversion		2,4		2,4
Autres				0,0
Actifs à la clôture		51,8		51,8
<i>dont France</i>		<i>7,1</i>		<i>7,1</i>
<i>dont autres pays</i> ⁽²⁾		<i>44,7</i>		<i>44,7</i>
Provisions				
Couverture financière	15,4	48,9	7,7	72,0
Plafonnement des actifs				0,0
Provisions à la clôture	15,4	48,9	7,7	72,0
<i>dont France</i>	<i>9,0</i>	<i>42,0</i>	<i>4,8</i>	<i>55,8</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>6,4</i>	<i>6,9</i>	<i>2,9</i>	<i>16,2</i>
Charge de retraite				
Charge d'intérêt	0,5	3,3	0,2	4,0
Produit d'intérêt		-2,0		-2,0
Coût des services rendus	1,0	2,3	0,6	3,9
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à long terme			0,3	0,3
Autres				0,0
Charge de l'exercice	1,5	3,6	1,1	6,2
<i>dont France</i>	<i>0,7</i>	<i>3,4</i>	<i>0,5</i>	<i>4,6</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>1,6</i>

(1) Dont -3,1 millions d'euros liés aux écarts d'expérience, +14,9 millions d'euros liés aux hypothèses financières et aucun impact lié aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

La dette actuarielle du Groupe au 31 décembre 2014 s'élève à 123,8 millions d'euros et est principalement située dans trois pays : France (51 % de la dette actuarielle totale), Royaume-Uni (38 %) et Autriche (6 %).

Les évaluations ont été effectuées par un actuaire indépendant qui a également réalisé des tests de sensibilité pour chacun des plans.

Les résultats des tests de sensibilité montrent que :

- une diminution de 50 points de base du taux d'actualisation aurait un impact à la hausse de 8,3 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de la dette actuarielle ;
- une augmentation de 50 points de base du taux de revalorisation des salaires aurait un impact à la hausse de 3,8 millions d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle ;
- une augmentation de 50 points de base du taux d'inflation aurait un impact à la hausse de 2,2 millions d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle.

Les variations observées dans le cadre de ces tests de sensibilité ne remettent pas en cause les taux retenus dans le cadre de l'établissement des comptes, taux jugés les plus proches du marché.

Les mouvements nets des provisions pour retraites et avantages assimilés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2014	2013 Retraité
Au 1er janvier	60,5	61,6
Charge de l'exercice	6,2	4,8
Ecart de conversion	0,6	-0,4
Cotisations versées	-3,5	-1,9
Prestations payées	-1,7	-0,8
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	9,8	-2,8
Autres	0,1	0,0
Au 31 décembre	72,0	60,5
Dont comptabilisé en :		
- en résultat d'exploitation	1,0	-0,1
- en résultat financier	-2,0	-2,0
- en autres éléments du résultat global	-10,4	3,2

La décomposition des actifs des régimes couverts est la suivante :

	2014		2013 Retraité	
	En M€	En %	En M€	En %
Actions	24,0	46%	20,8	46%
Obligations d'état	18,4	36%	14,1	31%
Obligations d'entreprises	4,2	8%	5,6	12%
Immobilier	2,2	4%	2,0	4%
Contrats d'assurance	2,9	6%	2,8	6%
Autres	0,1	0%	0,3	1%
Total	51,8	100%	45,6	100%

Les actifs de couverture sont des actifs cotés en dehors de l'immobilier qui est non coté.

5.12.2.3. Informations sur les flux futurs

Le Groupe prévoit de verser en 2015 des cotisations aux fonds de couverture pour 1,6 million d'euros.

La durée moyenne pondérée est de respectivement 11 ans et 17 ans pour la zone Euro et au Royaume-Uni.

Le régime de retraite de JCDecaux UK Ltd au Royaume-Uni est un régime fermé depuis décembre 2002. Il ne reste aujourd'hui que des différés ou des retraités dans ce régime. Des évaluations "Funding" sont menées tous les 3 ans afin de définir le niveau de déficit du régime en accord avec les Trustees et l'employeur conformément à la réglementation. Un calendrier de cotisations est actuellement défini jusqu'en 2024.

5.12.2.4. Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées au titre des régimes à cotisations définies représentent 30,9 millions d'euros en 2014 (dont 0,7 million d'euros de cotisations versées au régime multi-employeur) contre 28,9 millions d'euros en 2013 (dont 0,7 million d'euros de cotisations versées au régime multi-employeur).

5.12.2.5. Régimes multi-employeurs

Le Groupe participe à trois plans multi-employeur à prestations définies couverts par des actifs en Suède (ITP Plan). Une évaluation est faite selon les normes locales chaque année. A ce jour, il n'est pas possible de déterminer de façon isolée la dette actuarielle de la société JCDecaux Sverige AB. Au 31 décembre 2013, deux des trois plans étaient en surplus pour un montant total de 3 038,0 millions d'euros, au niveau national, selon les évaluations locales propres à ces engagements. La charge reconnue dans les comptes consolidés du Groupe au titre de ces trois plans est égale aux cotisations versées sur l'année 2014, soit 0,4 million d'euros. Le niveau des cotisations des trois plans sera stable en 2015.

5.12.3. Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges représentent un montant de 11,4 millions d'euros au 31 décembre 2014. Les risques provisionnés sur la ligne « Autres provisions » sont reclassés sur la ligne « Provisions pour litiges » dès lors qu'une procédure est engagée.

Le Groupe JCDecaux est partie à plusieurs litiges relatifs aux modalités de mise en œuvre de certains de ses contrats avec ses concédants et à ses relations avec les fournisseurs. Par ailleurs, la particularité de son activité (contrats avec des collectivités publiques) peut générer des procédures contentieuses spécifiques. Le Groupe JCDecaux est partie à des litiges concernant l'attribution ou la résiliation de contrats de mobilier urbain et/ou d'affichage, ainsi que des litiges fiscaux.

La direction juridique du Groupe recense l'ensemble des litiges (nature, montants, procédure, niveau de risque), en fait un suivi régulier et croise ces informations avec celles détenues par la direction financière. Le montant des provisions constituées pour ces litiges résulte d'une analyse au cas par cas, en fonction des positions des plaignants, de l'appréciation des conseils juridiques du Groupe et des éventuels jugements prononcés.

5.12.4. Autres provisions

Les autres provisions d'un montant de 28,4 millions d'euros sont constituées à hauteur de 2,9 millions d'euros de provisions pour risques fiscaux, à hauteur de 14,3 millions d'euros de provisions pour perte à terminaison et de provisions diverses pour 11,2 millions d'euros.

5.12.5. Actifs et passifs éventuels

Après analyse des risques, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de constater de provision sur certains risques relatifs à des procédures en cours, des risques de nature fiscale ou relatifs à des modalités de mise en œuvre ou d'attribution de contrats.

Aucune provision pour démontage n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe concernant les panneaux de l'activité Affichage. En effet le Groupe considère que l'obligation de démontage dans l'activité Affichage répond à la définition d'un passif éventuel car soit l'obligation est peu probable, soit elle ne peut être chiffrée de manière fiable du fait de l'incertitude de la date de démontage probable qui conditionne les effets d'actualisation. Pour les panneaux qui s'apparentent à du mobilier urbain et pour lesquels le coût de démontage unitaire est plus significatif que pour les panneaux d'affichage traditionnels, le Groupe a estimé le coût global de démontage en valeur non actualisée à 4,5 millions d'euros au 31 décembre 2014 contre 5,2 millions d'euros au 31 décembre 2013.

5.13. Endettement financier net

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2014			31/12/2013 Retraité		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	193,1	544,8	737,9	77,8	626,7	704,5
Instruments financiers dérivés actifs		-2,0		-2,0			0,0
Instruments financiers dérivés passifs		5,6		5,6	0,8	9,2	10,0
Instruments financiers de couverture	(2)	3,6	0,0	3,6	0,8	9,2	10,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie		794,8		794,8	684,0		684,0
Concours bancaires		-11,6		-11,6	-11,9		-11,9
Trésorerie nette	(3)	783,2	0,0	783,2	672,1	0,0	672,1
Actifs financiers de gestion de trésorerie (*)	(4)	41,8		41,8	40,7		40,7
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires)	(5)=(1)+(2)-(3)-(4)	-628,3	544,8	-83,5	-634,2	635,9	1,7

(*) Les actifs financiers de gestion de trésorerie sont des placements liquides à court terme qui ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais qui ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

Les dettes sur engagements de rachat de minoritaires font l'objet d'un enregistrement séparé et ne sont donc pas incluses dans la dette financière. Elles sont détaillées au paragraphe 5.14 « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

Les instruments financiers de couverture et les caractéristiques de la dette après couvertures sont détaillés au paragraphe 5.15 « Instruments financiers ».

Les analyses de la dette réalisées ci-après sont menées sur la base de la dette financière économique qui est égale à la dette financière brute au bilan ajustée de l'impact de la revalorisation à la juste valeur du fait des couvertures et du coût amorti (retraitements IAS 39) :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014			31/12/2013 Retraité		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dettes financières brutes au bilan (1)	193,1	544,8	737,9	77,8	626,7	704,5
Impact du coût amorti		5,4	5,4		6,2	6,2
Impact de la couverture de juste valeur	5,6		5,6		9,1	9,1
Revalorisation IAS 39 (2)	5,6	5,4	11,0	0,0	15,3	15,3
Dettes financières économiques (3)=(1)+(2)	198,7	550,2	748,9	77,8	642,0	719,8

La dette financière économique se décompose de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014			31/12/2013 Retraité		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Emprunts obligataires	97,4	500,0	597,4	0,0	597,4	597,4
Emprunts auprès des établissements de crédit	60,7	24,8	85,5	42,4	27,9	70,3
Emprunts et dettes financières divers	22,9	4,5	27,4	16,6	10,3	26,9
Emprunts de location financement	7,7	20,9	28,6	9,3	6,4	15,7
Intérêts courus	10,0	0,0	10,0	9,5	0,0	9,5
Dettes financières économiques	198,7	550,2	748,9	77,8	642,0	719,8

La dette financière du Groupe comprend principalement un emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en février 2013 à échéance février 2018, porté par JCDecaux SA.

Elle comprend également :

- un emprunt obligataire émis en 2003 (USPP) pour 97,4 millions d'euros à échéance avril 2015 ;
- des emprunts bancaires portés par les filiales de JCDecaux SA, pour 85,5 millions d'euros ;
- des dettes de location financement pour 28,6 millions d'euros détaillées dans la dernière partie du présent paragraphe ;
- des emprunts et dettes financières divers pour 27,4 millions d'euros qui comprennent principalement les emprunts souscrits par les filiales de JCDecaux SA non détenues à 100 % et accordés par les autres actionnaires de ces filiales ;
- des intérêts courus pour un montant de 10,0 millions d'euros.

Le taux d'intérêt effectif moyen des dettes de JCDecaux SA, après prise en compte des couvertures de taux d'intérêt, est de l'ordre de 1,9 % sur l'année 2014.

Le Groupe dispose au 31 décembre 2014 d'une ligne de crédit revolving confirmée pour un montant de 600,0 millions d'euros, portée par JCDecaux SA. En février 2014, JCDecaux SA a signé un avenant à cette ligne de crédit permettant d'allonger de deux ans sa maturité et portant ainsi son échéance à février 2019.

Cette ligne est non tirée au 31 décembre 2014.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées, mais certaines imposent le respect de « covenants », calculés sur la base des comptes consolidés.

Ils requièrent du Groupe de maintenir les ratios financiers suivants :

- Ratio de couverture d'intérêts : marge opérationnelle / frais financiers nets strictement supérieur à 3,5 ; applicable à l'emprunt obligataire (USPP).
- Ratio d'endettement net : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5 ; applicable à l'emprunt obligataire (USPP) et à la ligne de crédit revolving confirmée.

Au 31 décembre 2014, le Groupe respecte ces « covenants » avec des valeurs très éloignées des limites requises.

Echéance des dettes financières (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

	31/12/2014	31/12/2013
<i>En millions d'euros</i>		Retraité
Échéance à moins d'un an	198,7	77,8
Échéance à plus d'un an et moins de 5 ans	545,8	638,8
Échéance à plus de 5 ans	4,4	3,2
Total	748,9	719,8

Ventilation des dettes financières par devise (après swaps d'émission et swaps de change)

	31/12/2014		31/12/2013 Retraité	
	En M€	En %	En M€	En %
Euro	791,5	106%	767,7	107%
Dollar américain	60,9	8%	35,6	5%
Yuan chinois	33,4	4%	25,6	3%
Shekel israélien	31,1	4%	29,6	4%
Dirham des Emirats Arabes Unis (1)	-47,9	-6%	-32,2	-4%
Dollar de Hong Kong (1)	-146,0	-19%	-129,4	-18%
Autres	25,9	3%	22,9	3%
Total	748,9	100%	719,8	100%

(1) Les montants négatifs correspondent à des positions prêteuses.

Ventilation des dettes financières par taux d'intérêt après couvertures (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

	31/12/2014		31/12/2013 Retraité	
	En M€	En %	En M€	En %
Taux fixe	549,4	73%	535,4	74%
Taux variable couvert par options	0,0	0%	100,0	14%
Taux variable	199,5	27%	84,4	12%
Total	748,9	100%	719,8	100%

Dettes financières liées aux contrats de location financement

La dette financière liée aux contrats de location financement se décompose de la façon suivante :

	31/12/2014			31/12/2013 Retraité		
	Paiements futurs minimaux non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes de location financement	Paiements futurs minimaux non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes de location financement
<i>En millions d'euros</i>						
Moins d'un an	8,4	0,7	7,7	10,0	0,7	9,3
Entre 1 et 5 ans	19,2	0,9	18,3	6,4	0,2	6,2
Plus de 5 ans	2,8	0,2	2,6	0,2	0,0	0,2
Total	30,4	1,8	28,6	16,6	0,9	15,7

5.14. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 118,4 millions d'euros au 31 décembre 2014 contre 124,5 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Elles sont composées principalement d'un engagement d'achat, auprès de la société partenaire Progress, de sa participation dans la société Gewista Werbe GmbH, exerçable entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2019.

La diminution de 6,1 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires entre le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2014 correspond principalement à la reprise d'une dette sur un put non exercé pour 12,4 millions d'euros et aux charges d'actualisation enregistrées sur la période pour 6,3 millions d'euros.

5.15. Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers principalement à des fins de couverture contre les risques de taux et de change. L'utilisation de ces instruments financiers concerne principalement JCDecaux SA.

5.15.1. Instruments financiers de couverture à l'émission de l'USPP

Au 31 décembre 2014, l'emprunt obligataire (USPP) se présente ainsi, avant et après couverture :

	Tranche D	Tranche E
Montant avant couverture	50 MUSD	50 MEUR
Echéance	Avril 2015	Avril 2015
Remboursement	In fine	In fine
Taux d'intérêt avant couverture	Taux fixe USD	Euribor
Instrument de couverture	swap de base combiné à un swap de taux d'intérêt : receveur de taux fixe USD / payeur de taux variable Euribor	NA
Montant après couverture	47,4 MEUR	50 MEUR
Taux d'intérêt après couverture	Euribor	Euribor

Le swap d'émission sur la Tranche D remplit les conditions pour être qualifié de couverture de juste valeur au sens de la norme IAS 39. Les caractéristiques de la dette couverte et de l'instrument de couverture sont identiques, la couverture est donc parfaite.

L'élément couvert étant valorisé à la juste valeur, les variations de valeur de l'élément couvert sont compensées par des variations symétriques de valeur du swap d'émission. Ainsi, les impacts au niveau du compte de résultat sont neutralisés.

La valeur de marché du swap d'émission est déterminée par actualisation du différentiel de flux de trésorerie sur la base des taux « zéro coupon » en vigueur à la date de clôture :

<i>En millions d'euros</i>	Traitement IAS 39	Juste valeur au 31/12/2014	Juste valeur au 31/12/13
Swap de taux d'intérêt	Couverture des variations de juste valeur de la dette liées aux variations de taux d'intérêt	0,9	2,3
Swap de base	Couverture des variations de juste valeur de la dette liées aux variations de taux de change	-6,2	-11,2
Total		-5,3	-8,9

5.15.2. Instruments financiers de change (hors instruments financiers d'émission)

L'exposition du Groupe au risque de change provient principalement de son activité à l'étranger. Cependant, du fait de sa structure opérationnelle, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et le montant des prestations ou achats intra-groupe est faible. De ce fait, la majeure partie du risque de change provient des effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le risque de change sur les flux provient principalement des opérations financières (refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères en application de la politique de centralisation de la trésorerie du Groupe). Le Groupe couvre ce risque en mettant en place principalement des swaps de change à court terme.

Du fait de l'élimination en consolidation de ces prêts et emprunts intra-groupe, seule la valorisation des instruments financiers de couverture apparaît à l'actif ou au passif de l'état de situation financière.

Au 31 décembre 2014, les principales positions contractées par le Groupe sont les suivantes (positions nettes) :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013 Retraité
<i>Achats à terme contre euro :</i>		
Dollar de Hong-Kong	144,2	128,7
Dollar américain	66,2	28,0
Dirham des Emirats Arabes Unis	47,6	31,7
Livre sterling	17,4	0,0
Dollar australien	14,7	14,3
Dinar de Bahrein	12,1	16,5
Autres	29,8	27,3
<i>Ventes à terme contre euro :</i>		
Shekel Israélien	31,1	29,7
Yen japonais	14,7	9,5
Livre turque	14,4	12,6
Peso mexicain	9,5	0,0
Couronne tchèque	6,3	3,0
Couronne danoise	5,1	5,1
Autres	11,1	18,1
<i>Ventes à terme contre livre sterling :</i>		
Dollar de Hong-Kong	0,0	0,8
Dollar américain	0,3	2,5
<i>Achat à terme contre peso colombien:</i>		
Dollar américain	10,3	0,0
<i>Vente à terme contre peso mexicain:</i>		
Dollar américain	9,5	0,0

Au 31 décembre 2014, la valeur de marché de ces instruments financiers s'élève à +1,7 million d'euros contre -0,9 million d'euros au 31 décembre 2013.

5.16. Fournisseurs et autres crédateurs (passif courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013 Retraité
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	588,7	499,0
Dettes fiscales et sociales	184,9	169,5
Dettes sur acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	5,2	4,7
Dettes sur acquisition d'immobilisations financières	0,0	3,2
Autres dettes	20,9	15,0
Paiement fondé sur des actions - Régulé en trésorerie	1,0	0,6
Avances et acomptes reçus	10,2	11,3
Produits constatés d'avance	80,9	76,8
Total	891,8	780,1

L'augmentation des dettes courantes de 111,7 millions d'euros au 31 décembre 2014 est principalement liée aux variations de périmètre et de change pour 59,0 millions d'euros et à la progression de l'activité.

Les dettes d'exploitation sont des dettes de maturité inférieure ou égale à un an.

5.17. Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014						Total valeur nette comptable	Juste valeur
		Juste valeur par le résultat	Couvertures de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti		
Instruments financiers dérivés (actif)	(1)	1,0	1,0				2,0	2,0
Investissements financiers	(2)			0,8			0,8	0,8
Autres actifs financiers					80,9		80,9	80,9
Clients et créances diverses (non courant)	(3)				1,3		1,3	1,3
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(3)				688,3		688,3	688,3
Trésorerie		198,0					198,0	198,0
Equivalents de trésorerie	(4)	596,8					596,8	596,8
Actifs financiers de gestion de trésorerie	(1)	41,8					41,8	41,8
Total des actifs financiers		837,6	1,0	0,8	770,5	0,0	1 609,9	1 609,9
Dettes financières						-737,9	-737,9	-738,3
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(2)	-118,4					-118,4	-118,4
Instruments financiers dérivés (passif)	(1)	-5,5	-0,1				-5,6	-5,6
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(3)	-1,0				-614,8	-615,8	-615,8
Autres créiteurs (non courant)	(3)					-11,1	-11,1	-11,1
Concours bancaires		-11,6					-11,6	-11,6
Total des passifs financiers		-136,5	-0,1	0,0	0,0	-1 363,8	-1 500,4	-1 500,8

- (1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)). L'hypothèse principale pouvant avoir un impact sur leur juste valeur est le taux d'actualisation, établi à 2 % au 31 décembre 2014. Une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base conduirait à une augmentation de 1,9 million d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.
- (3) Les dettes et créances fiscales et sociales, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.
- (4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour 0,3 million d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 596,5 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).

31/12/2013 Retraité

<i>En millions d'euros</i>		Juste valeur par le résultat	Couvertures de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total valeur nette comptable	Juste valeur
Instruments financiers dérivés (actif)	(1)						0,0	0,0
Investissements financiers	(2)			1,1			1,1	1,1
Autres actifs financiers					55,1		55,1	55,1
Clients et créances diverses (non courant)	(3)				0,3		0,3	0,3
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(3)				591,3		591,3	591,3
Trésorerie		183,9					183,9	183,9
Equivalents de trésorerie	(4)	500,1					500,1	500,1
Actifs financiers de gestion de trésorerie	(1)	40,7					40,7	40,7
Total des actifs financiers		724,7	0,0	1,1	646,7	0,0	1 372,5	1 372,5
Dettes financières						-704,5	-704,5	-704,4
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(2)	-124,5					-124,5	-124,5
Instruments financiers dérivés (passif)	(1)	-9,7	-0,3				-10,0	-10,0
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(3)	-0,6				-521,9	-522,5	-522,5
Autres créiteurs (non courant)	(3)					-11,8	-11,8	-11,8
Concours bancaires		-11,9					-11,9	-11,9
Total des passifs financiers		-146,7	-0,3	0,0	0,0	-1 238,2	-1 385,2	-1 385,1

- (1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (3) Les dettes et créances fiscales et sociales, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.
- (4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à un marché actif pour 0,3 million d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)) pour 499,8 millions d'euros.

6. COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

6.1. Charges d'exploitation nettes

<i>En millions d'euros</i>	2014	2013 Retraité
Baux et redevances	-952,7	-892,5
Autres charges d'exploitation nettes	-465,7	-414,8
Impôts et taxes	-5,6	-5,9
Frais de personnel	-527,2	-503,4
Coûts directs d'exploitation & Coûts commerciaux, généraux & administratifs ⁽¹⁾	-1 951,2	-1 816,6
Dotations aux provisions nettes des reprises	14,3	9,8
Dotations aux amortissements nettes des reprises	-274,2	-228,4
Perte de valeur des goodwill	0,0	-124,6
Pièces détachées maintenance	-40,9	-36,0
Autres produits opérationnels	12,7	17,5
Autres charges opérationnelles	-10,6	-14,0
Total	-2 249,9	-2 192,3

(1) dont -1 550,9 millions d'euros de « Coûts directs d'exploitation » et -400,3 millions d'euros de « Coûts commerciaux, généraux & administratifs » en 2014 (contre respectivement -1 455,5 millions d'euros et -361,1 millions d'euros en 2013).

Baux et redevances

Ce poste comprend les baux et redevances que le Groupe paie aux propriétaires, municipalités, aéroports, sociétés de transport et centres commerciaux.

En 2014, les baux et redevances payés en contrepartie d'un droit d'exploitation publicitaire s'élèvent à 952,7 millions d'euros :

<i>En millions d'euros</i>	Total	Charges fixes	Charges variables
Redevances Mobilier Urbain et Transport	-813,3	-553,9	-259,4
Baux Affichage	-139,4	-110,6	-28,8
Total	-952,7	-664,5	-288,2

Les charges variables sont déterminées en fonction des conditions contractuelles : les loyers et redevances qui fluctuent en fonction du niveau de chiffre d'affaires sont considérés comme des charges variables. Les loyers et redevances qui fluctuent selon le nombre de mobiliers sont considérés comme des charges fixes.

Autres charges d'exploitation nettes

Ce poste comprend cinq grandes catégories de coûts :

- les coûts de sous-traitance pour certaines activités de maintenance ;
- les coûts des prestations de services et des matériels relatifs à l'exploitation ;
- les honoraires et frais de fonctionnement, hors frais de personnel, des différents services du Groupe ;
- les charges de location simple ;
- les frais de timbres et taxes publicitaires.

Les charges de location simple, d'un montant de 44,6 millions d'euros en 2014, sont des charges fixes.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et frais de développement non capitalisés sont inclus dans les postes « Autres charges d'exploitation nettes » et « Frais de personnel » ; ils s'élèvent à 7,9 millions d'euros en 2014, contre 7,7 millions d'euros en 2013.

Impôts et taxes

Ce poste comprend les impôts et charges similaires autres que l'impôt sur les bénéficiaires. Les principaux impôts comptabilisés dans ce poste sont les impôts fonciers.

Frais de personnel

Ce poste comprend les salaires, charges sociales, paiements fondés sur des actions et avantages versés au personnel, y compris le personnel chargé de l'installation et de l'entretien du mobilier, les équipes de recherche et développement, la force de vente ainsi que le personnel administratif.

Ce poste prend également en compte les charges liées aux plans d'intéressement et de participation des salariés français.

<i>En millions d'euros</i>	2014	2013
		Retraité
Rémunérations et avantages divers	-419,2	-396,4
Charges sociales	-104,7	-103,7
Paielements fondés sur des actions ⁽¹⁾	-3,3	-3,3
Total	-527,2	-503,4

(1) Dont -3,0 millions d'euros réglés en actions et -0,3 million d'euros réglé en trésorerie en 2014 dans certaines filiales du Groupe contre -2,6 millions d'euros réglés en actions et -0,7 million d'euros réglé en trésorerie en 2013.

Les frais de personnel liés aux avantages postérieurs à l'emploi se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2014	2013
		Retraité
Retraites	-5,1	-5,3
Autres avantages à long terme	-1,1	0,5
Total ⁽¹⁾	-6,2	-4,8

(1) Dont 1,0 million d'euros de produits liés aux retraites et autres avantages à long terme inclus sur la ligne « dotations aux provisions nettes des reprises » et -2,0 millions d'euros de charges d'actualisation dans le résultat financier en 2014, contre respectivement -0,1 million d'euros et -2,0 millions d'euros de charges en 2013.

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites en 2013 et en 2014.

Détail des plans de stock-options :

	Plan 2014	Plan 2012	Plan 2011	Plan 2010	Plan 2009	Plan 2008	Plan 2007
Date d'attribution	17/02/2014	21/02/2012	17/02/2011	01/12/2010	23/02/2009	15/02/2008	20/02/2007
Date de fin d'acquisition des droits	17/02/2017	21/02/2015	17/02/2014	01/12/2013	23/02/2012	15/02/2011	20/02/2010
Date d'expiration	17/02/2021	21/02/2019	17/02/2018	01/12/2017	23/02/2016	15/02/2015	20/02/2014
Nombre de bénéficiaires	237	215	220	2	2	167	178
Nombre d'options	780 392	1 144 734	934 802	76 039	101 270	719 182	763 892
Prix d'exercice	31,69 €	19,73 €	23,49 €	20,20 €	11,15 €	21,25 €	22,58 €

Le Groupe n'a pas accordé de plan de stock-options en 2013.

Variations du nombre de stock-options durant la période et prix d'exercice moyen par catégories d'options :

ANNEE	2014	Prix de levée moyen	Prix d'exercice moyen	2013	Prix de levée moyen	Prix d'exercice moyen
Nombre d'options en vie en début de période	1 899 586		21,11 €	3 384 466		21,22 €
- Options octroyées durant la période	780 392		31,69 €	-		-
- Options annulées durant la période	62 845		26,87 €	171 513		20,99 €
- Options exercées durant la période	428 268	30,40 €	20,71 €	1 298 525	25,61 €	21,42 €
- Options venues à expiration durant la période	29 768		22,58 €	14 842		20,55 €
Nombre d'options en vie en fin de période	2 159 097		24,82 €	1 899 586		21,11 €
Nombre d'options exerçables en fin de période	1 403 347		23,30 €	1 090 165		21,41 €

Détail par plan des options en vie aux 31 décembre 2014 et 31 décembre 2013 :

Plan / Date d'attribution	31/12/2014			31/12/2013		
	En nombre d'options	Durées de vie restantes en années	Prix d'exercice moyen	En nombre d'options	Durées de vie restantes en années	Prix d'exercice moyen
2007				125 796	0,14	22,58 €
2008	79 645	0,13	21,25 €	152 486	1,14	21,25 €
2009	0	1,15	11,15 €	42 377	2,15	11,15 €
2010	46 782	2,92	20,20 €	46 782	3,92	20,20 €
2011	511 796	3,13	23,49 €	629 731	4,13	23,49 €
2012	774 223	4,15	19,73 €	902 414	5,14	19,73 €
2014	746 651	6,14	31,69 €			
Total	2 159 097		24,82 €	1 899 586		21,11 €

Détail des hypothèses utilisées dans le modèle de Black & Scholes pour la valorisation de chacun des plans suivants :

Hypothèses	2014	2012	2011	2010	2009	2008	2007
- Prix du support à la date d'octroi	31,57 €	20,21 €	24,00 €	19,93 €	9,99 €	20,46 €	22,86 €
- Volatilité estimée	27,46 %	38,41 %	36,71 %	36,56 %	31,74 %	24,93 %	28,66 %
- Taux d'intérêt sans risques	0,80 %	1,35 %	2,27 %	1,69 %	2,31 %	3,37 %	4,02 %
- Durée de vie estimée des options (années)	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
- Taux de turnover estimé	4,70 %	3,33 %	3,33 %	0,00 %	0,00 %	2,00 %	5,00 %
- Taux de distribution du dividende ⁽¹⁾	1,42 %	2,16 %	1,20 %	1,08 %	2,41 %	2,56 %	2,00 %
- Juste valeur des options	⁽²⁾ 6,42 €	⁽²⁾ 5,72 €	⁽²⁾ 7,45 €	5,82 €	2,00 €	3,77 €	5,76 €

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg).

(2) Cette juste valeur unitaire ne tient pas compte de l'effet de « turn-over ».

La durée de vie des options retenue est la période qui s'étend de leur date d'attribution à la date que le Management estime être la plus probable pour leur exercice.

Pour la valorisation des plans 2007 à 2014, le Groupe bénéficiant d'un historique plus important a pu affiner ses hypothèses de calcul de la volatilité. Ainsi, la première année de cotation, jugée anormale notamment au regard des fortes variations de cours inhérentes à l'introduction en bourse et à l'effet cumulé du 11 septembre 2001, n'a pas été retenue dans le calcul de la volatilité.

D'autre part, sur la base des comportements observés, le Groupe a considéré au moment de l'émission des plans que la durée moyenne d'exercice correspondait à 4,5 ans après la date d'émission des options.

Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

Les reprises nettes de provisions ont augmenté de 4,5 millions d'euros notamment grâce à des reprises de provisions pour démontage pour 3,4 millions d'euros.

Les dotations aux amortissements nettes des reprises ont augmenté de 45,8 millions d'euros.

Ce poste comprend en 2014 une dépréciation de -24,7 millions d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés dont -27,0 millions d'euros de dotations aux amortissements et une reprise de provision pour perte à terminaison de 2,3 millions d'euros. Ce poste comprenait en 2013 une dotation aux provisions pour perte à terminaison de -1,0 million d'euros.

Perte de valeur des goodwill

Au 31 décembre 2013, une perte de valeur des goodwill avait été constatée sur les goodwill de l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni) pour un montant de 75,3 millions d'euros, sur les goodwill de l'UGT Affichage France pour un montant

de 29,5 millions d'euros et sur les goodwill de l'UGT Transport Europe (hors France et Royaume-Uni, et hors aéroports) pour un montant de 19,8 millions d'euros.

Pièces détachées maintenance

Ce poste comprend le coût des pièces détachées de mobilier urbain utilisées dans le cadre des opérations de maintenance du réseau publicitaire, à l'exclusion des glaces de rechange et produits de nettoyage, ainsi que les pertes de valeur des stocks.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2014	2013 Retraité
Plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre	5,8	12,1
Plus-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	1,0	3,2
Autres produits de gestion	5,9	2,2
Autres produits opérationnels	12,7	17,5
Moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre	0,0	-2,6
Moins-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	-1,6	-1,5
Autres charges de gestion	-9,0	-9,9
Autres charges opérationnelles	-10,6	-14,0
Total	2,1	3,5

Les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 5,8 millions d'euros sont principalement liées aux réévaluations des quotes-parts antérieurement détenues notamment dans MCDecaux Inc. au Japon dans le cadre de la prise de contrôle de cette société, et au dénouement d'une opération en Autriche.

En 2013, les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 12,1 millions d'euros étaient principalement liées à la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue dans BigBoard en Russie dans le cadre de la prise de contrôle conjoint de Russ Outdoor et à l'impact de l'échange d'actifs suite à l'acquisition d'Ankunder GmbH en Autriche.

En 2013, les moins-values sur cession d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre d'un montant de -2,6 millions d'euros concernaient principalement une moins-value réalisée dans le cadre de la prise de contrôle conjoint de Russ Outdoor.

En 2014, les autres charges de gestion d'un montant de -9,0 millions d'euros comprennent principalement des coûts d'acquisition pour -5,6 millions d'euros, des frais de restructuration pour -1,5 million d'euros et des risques de pénalités pour -0,9 million d'euros.

En 2013, les autres charges de gestion d'un montant de -9,9 millions d'euros comprenaient principalement des coûts d'acquisition pour -3,6 millions d'euros, des risques de pénalités pour -1,5 million d'euros, des frais de restructuration pour -1,5 million d'euros et des charges liées au dénouement de contentieux pour -1,5 million d'euros.

6.2. Résultat financier

	2014	2013
<i>En millions d'euros</i>		Retraité
Produits financiers	9,4	8,3
Charges financières	-21,2	-20,1
Intérêts financiers nets	-11,8	-11,8
Impact du coût amorti	-1,6	-1,6
Coût de l'endettement net (1)	-13,4	-13,4
Dividendes	0,0	0,0
Différences nettes de change	-3,0	-1,6
Variation de valeur des dérivés et des éléments couverts	0,1	0,5
Charges (nettes) d'actualisation	-13,4	-10,1
Coût des garanties bancaires	-1,7	-2,1
Dotations aux provisions pour risques financiers	-0,9	-0,2
Reprises de provisions pour risques financiers	0,3	0,0
Dotations nettes aux provisions financières	-0,6	-0,2
Résultat net de cession d'actifs financiers	-0,2	0,0
Autres	-0,3	1,0
Autres charges et produits financiers (2)	-19,1	-12,5
Résultat financier (3) = (1) + (2)	-32,5	-25,9
<i>Total produits financiers</i>	<i>9,8</i>	<i>10,1</i>
<i>Total charges financières</i>	<i>-42,3</i>	<i>-36,0</i>

En 2014, le résultat financier représente une charge nette de -32,5 millions d'euros, contre -25,9 millions d'euros en 2013, soit une baisse de 6,6 millions d'euros.

Les évolutions défavorables sont principalement des variations négatives de 3,3 millions d'euros des charges d'actualisation et de 1,4 million d'euros des différences nettes de change.

6.3. Impôts sur les bénéfices

Ventilation entre impôts différés et impôts courants

	2014	2013
<i>En millions d'euros</i>		Retraité
Impôts courants	-89,4	-83,5
<i>CVAE</i>	<i>-6,3</i>	<i>-7,1</i>
<i>Autres</i>	<i>-83,1</i>	<i>-76,4</i>
Impôts différés	19,6	1,8
<i>CVAE</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>
<i>Autres</i>	<i>19,2</i>	<i>1,4</i>
Total	-69,8	-81,7

Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 34,9 % en 2014 contre 34,0 % en 2013. Hors effet d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 33,9 % en 2014 contre 33,6 % en 2013.

Nature des impôts différés

<i>En millions d'euros</i>	2014	2013 Retraité
Immobilisations corporelles et incorporelles	11,9	4,0
Reports déficitaires	1,6	-2,5
Provision pour démontage	2,7	0,6
Provision pour retraites et avantages assimilés	0,2	0,6
Autres	3,2	-0,9
Total	19,6	1,8

Rationalisation de la charge d'impôt

<i>En millions d'euros</i>	2014	2013 Retraité
Résultat de l'ensemble consolidé	200,3	103,0
Charge d'impôt	-69,8	-81,7
Résultat avant impôt	270,1	184,7
Perte de valeur des Goodwill	0,0	124,6
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-70,3	-68,8
Quote-part des dividendes imposables reçus des filiales	8,0	6,9
Autres produits non imposables	-32,2	-22,3
Autres charges non déductibles	32,4	19,8
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	208,0	244,9
Taux d'impôt pondéré du Groupe ⁽¹⁾	25,63%	28,40%
Impôt théorique	-53,3	-69,6
Impôts différés sur déficits non reconnus	-5,7	-3,6
Activation et consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	3,4	0,4
Autres impôts différés (différences temporaires et autres retraitements)	-1,6	2,7
Crédits d'impôts	5,2	3,2
Retenue à la source	-5,1	-4,5
Taxe sur dividendes	-3,3	-3,0
Divers	-3,5	-0,6
Impôt total calculé	-63,9	-75,0
CVAE nette	-5,9	-6,7
Impôt enregistré	-69,8	-81,7

(1) Taux moyens nationaux pondérés par le poids du résultat taxable.

6.4. Nombre d'actions pour le calcul du résultat par action

	2014	2013 Retraité
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat de base par action	223 845 979	222 681 270
Nombre pondéré de stock-options potentiellement convertibles	2 487 604	2 300 056
Nombre pondéré de stock-options qui auraient été émises au cours du marché	-1 977 904	-2 032 309
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat dilué par action	224 355 679	222 949 017

Le calcul du résultat de base par action reprend le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le calcul dilué prend en compte l'effet dilutif de la levée des stock-options.

6.5. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

En 2014 la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à 19,2 millions d'euros contre 13,4 millions d'euros en 2013, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 51,1 millions d'euros en 2014 contre 55,4 millions d'euros en 2013. Ce poste comprend en 2014 la perte de valeur sur l'actif net des coentreprises en Ukraine à hauteur de -7,1 millions d'euros. En 2013, une perte de valeur des coentreprises a été constatée à hauteur de -5,6 millions d'euros.

Les résultats des tests de sensibilité montrent

- qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une perte de valeur de -2,7 millions d'euros sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance normatif de la marge opérationnelle entraînerait une perte de valeur de -3,4 millions d'euros sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie entraînerait une perte de valeur de -1,5 million d'euros sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence pour lesquelles les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la base d'une projection à l'infini.

Les informations relatives aux coentreprises et entreprises associées sont données en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités » et figurent au paragraphe 11 « Informations sur les coentreprises » et au paragraphe 12 « Informations sur les entreprises associées ».

6.6. Effectifs

Au 31 décembre 2014, les effectifs du Groupe atteignent 10 598 personnes contre 9 879 personnes au 31 décembre 2013. Ces données n'incluent pas la quote-part des effectifs des coentreprises.

La répartition des effectifs sur les exercices 2014 et 2013 est la suivante :

	2014	2013 Retraité
Technique	5 949	5 561
Vente et Marketing	2 298	2 152
Informatique et Administration	1 722	1 567
Relations contractants	476	449
Recherche et développement	153	150
Total	10 598	9 879

7. COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

7.1. Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles d'un montant de 480,7 millions d'euros en 2014 comprennent :

- les flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, pour un montant total de 568,9 millions d'euros ;
- la variation du besoin en fonds de roulement de 6,9 millions d'euros ;
- et le paiement des intérêts financiers nets et de l'impôt pour respectivement -13,0 millions d'euros et -82,1 millions d'euros.

7.2. Flux de trésorerie nets issus des investissements

Les flux de trésorerie nets issus des investissements d'un montant de -256,2 millions d'euros en 2014 comprennent :

- des décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant de -172,5 millions d'euros (dont -0,1 million d'euros de variations des dettes sur immobilisations incorporelles et corporelles) ;
- des encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles pour 4,4 millions d'euros ;
- des décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise d'un montant total de -52,8 millions d'euros (dont -0,9 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières). Ce montant inclut principalement l'acquisition d'Eumex en Amérique Latine et les prises de contrôle de MCDecaux Inc. au Japon, JCDecaux BigBoard AS en République Tchèque et Beijing Gehua JCD Advertising Co. Ltd en Chine. La trésorerie nette acquise représente 2,8 millions d'euros ;
- des acquisitions d'autres immobilisations financières nettes d'un montant total de -35,3 millions d'euros.

En 2013, les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élevaient à -294,5 millions d'euros dont -208,4 millions d'euros de décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles nets des encaissements (dont 6,9 millions d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations incorporelles et corporelles), -79,9 millions d'euros de décaissements sur acquisitions de titres de participation (dont -1,0 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières) nets des encaissements et de la trésorerie acquise (pour -0,2 million d'euros) et -6,2 millions d'euros d'acquisitions d'autres immobilisations financières nettes des cessions.

7.3. Flux de trésorerie nets issus du financement

Les flux de trésorerie nets issus du financement d'un montant de -121,6 millions d'euros en 2014 sont principalement constitués :

- de dividendes versés aux actionnaires de JCDecaux SA pour -107,3 millions d'euros et de dividendes versés par des sociétés du Groupe à leurs actionnaires minoritaires pour un montant de -12,3 millions d'euros ;
- des flux nets sur les emprunts pour un montant de -11,8 millions d'euros ;
- des augmentations de capitaux propres pour 10,4 millions d'euros dont 8,9 millions d'euros chez JCDecaux SA du fait de la levée d'options de souscription d'actions ;
- des décaissements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle net des encaissements pour -0,6 million d'euros.

En 2013, les flux de trésorerie nets issus du financement s'élevaient à 169,8 millions d'euros, et concernaient principalement les flux nets sur les emprunts pour 287,8 millions d'euros diminués du versement de dividendes pour -109,4 millions d'euros.

7.4. Transactions sans effet de trésorerie

L'augmentation des immobilisations corporelles et des dettes financières liées aux contrats de location financement est de 18,8 millions d'euros en 2014 contre 6,6 millions d'euros en 2013.

8. RISQUES FINANCIERS

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change, et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). Son objectif est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

8.1. Risques liés à l'activité et politique de gestion de ces risques

Risque de liquidité et financement

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie contractuels (flux de trésorerie d'intérêts et remboursements contractuels) pour les passifs financiers et les instruments financiers :

<i>En millions d'euros</i>	valeur comptable	flux de trésorerie contractuels	2015	2016	2017	2018	> 2018
Emprunts obligataires	588,8	632,1	102,1	10,0	10,0	510,0	0,0
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux variable	76,0	81,6	48,0	19,4	7,8	1,9	4,5
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux fixe	6,9	7,5	7,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts et dettes financières divers	27,4	27,7	23,8	0,5	2,9	0,5	0,0
Emprunts de location financement	28,6	28,6	7,7	4,6	4,6	4,6	7,1
Intérêts courus	10,0	10,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours bancaires	11,6	11,6	11,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Total passifs financiers non dérivés	749,3	799,1	210,7	34,5	25,3	517,0	11,6
Swaps d'émission sur emprunts obligataires	-5,3	-0,6	-0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Couvertures de change	1,7	1,7	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Total dérivés	-3,6	1,1	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0

Dans le cas d'une dette revolving, la maturité indiquée est la maturité la plus proche.

Le Groupe génère des flux d'exploitation importants qui lui permettent d'autofinancer sa croissance interne. Le Groupe estime que les opportunités de croissance externe pourraient le conduire à augmenter temporairement cet endettement net, négatif à ce jour.

La politique de financement du Groupe consiste à :

- centraliser ses financements au niveau de la maison mère JCDecaux SA. Le financement des filiales se fait donc, en priorité, sous forme de prêts accordés par JCDecaux SA à ses filiales directement et indirectement. Cependant, le Groupe peut être amené à mettre en place des financements externes dans certaines filiales, notamment (i) en fonction du contexte fiscal, monétaire et réglementaire ; (ii) dans le cas de filiales non détenues à 100 % par le Groupe ; (iii) pour des raisons historiques (financement mis en place avant intégration de la filiale dans le Groupe) ;
- disposer de sources de financements (i) diversifiées ; (ii) de durée cohérente avec la maturité de ses actifs ; (iii) flexibles, pour faire face au développement du Groupe et aux cycles d'investissements et d'activité ;
- disposer en permanence d'une réserve de liquidités notamment sous la forme de lignes de crédit confirmées ;
- minimiser le risque de renouvellement de ses financements, en étalant leurs échéances ;
- optimiser les marges de financement en renouvelant par anticipation des dettes proches de leur échéance ou en refinançant certains financements en cas de conditions de marché favorables ;
- optimiser le coût de dette nette, en recyclant au maximum la trésorerie excédentaire générée par les différentes entités du Groupe, en particulier en la remontant en priorité au niveau de JCDecaux SA sous forme de prêt ou de versement de dividendes.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 22 mai 2014, et celle de Standard and Poor's du 14 mai 2014), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

Au 31 décembre 2014, la dette financière nette (hors engagement de rachat de minoritaires) s'élève à -83,5 millions d'euros contre 1,7 million d'euros au 31 décembre 2013.

81 % des dettes financières du Groupe sont portées par JCDecaux SA lesquelles ont une maturité moyenne de 2,7 ans environ.

Au 31 décembre 2014, le Groupe dispose de 836,6 millions d'euros de trésorerie gérée (détaillée au paragraphe 5.9 « Trésorerie gérée ») et de 636,6 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non utilisées.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées mais certaines imposent le respect de « covenants », calculés sur la base des comptes consolidés. La nature des ratios est détaillée au paragraphe 5.13 « Endettement financier net ».

Risque de taux d'intérêt

De par son endettement, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt, notamment en euro, dollar américain, yuan chinois et shekel israélien. Compte tenu de la forte corrélation qui existe entre le marché publicitaire et l'activité économique des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, la politique du Groupe est de se financer pour l'essentiel à taux variable sauf lorsqu'il est jugé que les taux d'intérêt sont particulièrement bas. Les couvertures sont principalement centralisées sur JCDecaux SA. La ventilation taux fixe/taux variable est détaillée au paragraphe 5.13 « Endettement financier net » et le détail des couvertures au paragraphe 5.15 « Instruments financiers ».

Le tableau ci-après présente la répartition, par échéance de taux d'intérêt, des actifs et passifs financiers au 31 décembre 2014 :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014			Total
	≤ 1an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
Dettes JCDecaux SA	-97,4	-500,0	0,0	-597,4
Autres dettes	-127,9	-21,0	-2,6	-151,5
Concours bancaires	-11,6			-11,6
Passifs financiers (1)	-236,9	-521,0	-2,6	-760,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	794,8			794,8
Actifs financiers de gestion de trésorerie	41,8			41,8
Autres Actifs financiers	80,9			80,9
Actifs financiers (2)	917,5	0,0	0,0	917,5
Position nette avant gestion (3)=(1)+(2)	680,6	-521,0	-2,6	157,0
Swaps d'émission sur USPP	47,4			47,4
Autres couvertures de taux	0,0			0,0
Position nette après gestion (5)=(3)+(4)	728,0	-521,0	-2,6	204,4

Pour les actifs et passifs à taux fixe, l'échéance indiquée est celle de l'actif et du passif.

Pour les actifs et passifs à taux variable, les taux sont révisés tous les un, trois ou six mois, l'échéance est donc inférieure à un an quelles que soient les dates d'échéance de remboursement.

Au 31 décembre 2014, 73,4 % du total de la dette financière économique toutes devises confondues du Groupe est à taux fixe.

Risque de change

En 2014, le résultat net réalisé dans des devises autres que l'euro représente 62,8% du résultat du Groupe.

En dépit de sa présence dans plus de 60 pays, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et les prestations ou achats intra-groupe sont faibles.

En revanche, la monnaie de présentation du Groupe étant l'euro, les comptes du Groupe sont impactés par les effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le tableau ci-après présente, sur la base des données réelles 2014, l'exposition du résultat consolidé et des réserves consolidées du Groupe à une variation de -5% du taux de change des devises étrangères les plus représentées dans le Groupe, soit le yuan chinois, la livre sterling, le dollar de Hong Kong et la hryvnia ukrainienne :

	yuan chinois	livre sterling	dollar de Hong Kong	hryvnia ukrainienne
Part des devises dans le résultat de l'ensemble consolidé	28,6%	9,6%	6,1%	-4,2%
Impact sur le résultat consolidé	-1,4%	-0,5%	-0,3%	0,2%
Impact sur les réserves consolidées	-0,3%	-0,5%	-0,6%	0,0%

Au 31 décembre 2014, le Groupe détient essentiellement des couvertures de change sur des opérations financières :

- Dans le cadre de l'application de sa politique de centralisation des financements, le Groupe a mis en place des swaps de change à court terme pour couvrir les opérations de prêts et emprunts intra-groupe. Le Groupe peut être amené à ne pas

couvrir certaines positions induites par des prêts intra-groupe lorsque ces couvertures sont (i) trop onéreuses, (ii) pas disponibles ou (iii) lorsque ces prêts sont de faible montant ;

- Sur une part de son endettement à long terme libellé en dollar américain ⁽¹⁾, le Groupe a mis en place des swaps d'émission sur la totalité de la durée de vie de l'opération. Les couvertures sont détaillées au paragraphe 5.15 « Instruments financiers».

Au 31 décembre 2014, le Groupe considère que son résultat et sa situation financière ne devraient pas être affectés de façon significative par une variation des cours des devises.

Gestion de la trésorerie excédentaire

Au 31 décembre 2014, la trésorerie gérée du Groupe s'élève à 836,6 millions d'euros dont 596,8 millions d'euros en équivalents de trésorerie, 41,8 millions d'euros en actifs financiers de gestion de trésorerie. 7,4 millions d'euros sont placés en garanties.

Gestion du capital et du ratio Dette nette/ Capitaux propres

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte externe en termes de gestion de son capital.

8.2. Risques induits par la gestion financière

Risque lié à l'utilisation de produits dérivés de taux et de change

Le Groupe n'utilise des produits dérivés de taux et de change que dans le cadre de la gestion de ses risques.

Risque lié à la notation de crédit

JCDecaux SA est noté « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's, à la date de publication de ces Annexes, chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

L'emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en février 2013 comporte une clause de changement de contrôle prévoyant la possibilité pour les porteurs de dette de demander le remboursement anticipé en cas de changement de contrôle accompagné d'une dégradation de la notation financière en catégorie spéculative ou d'un retrait du rating. Les autres sources principales de financement du Groupe (financements levés par la maison mère) ainsi que les contrats de ses principales opérations de couverture ne sont pas sujets à annulation anticipée en cas de dégradation de la notation du Groupe.

Risque de contrepartie bancaire

Le risque de contrepartie du Groupe est lié au placement des excédents de trésorerie du Groupe auprès des banques et aux opérations financières réalisées principalement par JCDecaux SA (via ses lignes de crédit confirmées non utilisées et les opérations de couverture engagées). La politique du Groupe est de limiter ce risque (i) en centralisant autant que possible au niveau de JCDecaux SA la trésorerie disponible des filiales, (ii) en soumettant à autorisation préalable de la Direction Financière Groupe les ouvertures de compte bancaire (iii) en sélectionnant les banques chez lesquelles JCDecaux SA et ses filiales peuvent effectuer des dépôts (iv) et en suivant ce risque de contrepartie régulièrement.

Risque de contrepartie clients

Le risque de contrepartie sur les créances clients fait l'objet le cas échéant des provisions nécessaires. La valeur nette comptable des créances clients est détaillée au paragraphe 5.8 « Clients et autres débiteurs ». Le Groupe par ailleurs maintient une faible dépendance vis-à-vis d'un client en particulier, dans la mesure où aucun client ne représente plus de 2,1 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Risque sur titres et dépôts à terme

Pour rémunérer sa trésorerie excédentaire, le Groupe souscrit principalement des titres de placement court terme et effectue des dépôts à court terme. Les titres investis sont des titres monétaires. Ces instruments sont investis à court terme, portent rémunération sur la base d'une référence monétaire, sont liquides et n'induisent qu'un risque de contrepartie limité.

La politique du Groupe est de ne pas détenir d'actions ou de titres négociables, autres que les titres monétaires et ses propres actions. Par conséquent, le Groupe considère que le risque induit par les actions et titres négociables détenus est très faible.

⁽¹⁾ Emprunt obligataire émis aux Etats-Unis en 2003

9. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

9.1. Engagements sur titres et autres engagements

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013
Engagements donnés ⁽¹⁾		Retraité
Garanties de marché	279,7	251,3
Autres garanties	6,8	4,3
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	10,0	11,4
Engagements sur titres	0,4	0,3
Total	296,9	267,3
Engagements reçus		
Avals, cautions et autres garanties	0,0	0,0
Engagements sur titres	0,4	0,3
Lignes de crédit	636,6	635,0
Total	637,0	635,3

(1) Hors engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante.

Les « garanties de marché » correspondent aux garanties émises principalement par JCDecaux SA. Ainsi, JCDecaux SA garantit directement, ou en contre-garantie de banques ou de compagnies d'assurance, la bonne exécution des contrats de ses filiales.

Le poste « autres garanties » comprend les avals, cautions et autres garanties telles que (i) les garanties pour le paiement de loyers, la location de véhicules de certaines filiales, (ii) les contre-garanties accordées par JCDecaux SA auprès des banques dans le cadre de lignes de garanties accordées à certaines de ses filiales, (iii) d'autres engagements tels que des garanties de paiement données à des fournisseurs.

Les « nantissements, hypothèques et sûretés réelles » sont constitués principalement d'une hypothèque sur un bien immobilier en Allemagne, ainsi que de montants de trésorerie donnée en garantie.

Les « engagements sur titres » sont accordés et reçus principalement dans le cadre des opérations de croissance externe. Au 31 décembre 2014, ils comprennent également les droits suivants qui ne sont pas valorisés :

Un engagement donné concernant la société JCDecaux Bulgaria BV (Bulgarie), un droit de vente (put), exerçable du 9 juin 2016 au 9 juin 2017 par Limited Novacorp portant sur 50 % du capital. Le prix de cette option sera déterminé par une banque d'affaires ou, sous certaines conditions, évalué selon une formule de calcul contractuelle ;

Un engagement reçu concernant une société autrichienne, au profit de la société Gewista Werbegesellschaft.mBH (Autriche) qui bénéficie d'une option d'achat (call) jusqu'au 31 mars 2015 lui permettant d'acquérir une participation complémentaire de 8,4 % dans cette société. Le prix d'exercice n'a pas été fixé.

Par ailleurs, dans le cadre de certains contrats publicitaires, JCDecaux North America Inc., directement ou à travers ses filiales, et ses partenaires de coentreprises se sont accordés réciproquement des droits de vente (put) et d'achat (call) sur leurs participations respectives dans leurs sociétés communes.

En outre, dans le cadre de la convention d'actionnaires qui les lie, JCDecaux SA et APG | SGA SA se sont accordés réciproquement des options d'achat (calls) en cas de non-respect de clauses contractuelles et de cession de certains actifs, ainsi que des droits de préemption en cas de changement de contrôle.

Enfin, dans le cadre des partenariats signés, le Groupe et ses partenaires bénéficient de droits de préemption et parfois de droits d'emption, de droits de suite ou d'entraînement, que le Groupe ne considère pas comme des engagements donnés ou reçus. Par ailleurs, le Groupe ne mentionne pas les engagements soumis à des conditions d'exercice qui limitent leur probabilité d'occurrence.

Les lignes de crédit sont constituées de la ligne de crédit revolving confirmée de JCDecaux SA d'un montant de 600,0 millions d'euros, et de lignes de crédit confirmées accordées aux filiales pour 36,6 millions d'euros.

9.2. Engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante

Le Groupe a conclu, dans le cadre de son exploitation courante, principalement :

- des contrats avec les villes, les aéroports ou les compagnies de transport qui, en contrepartie d'un droit d'exploitation publicitaire et du chiffre d'affaires qui en résulte, peuvent donner lieu au paiement de redevances, dont une partie sous la forme de redevances fixes ou de minima garantis ;
- des baux pour des emplacements de panneaux d'affichage sur le domaine privé ;
- des contrats de location : de biens immobiliers, de véhicules, et de tout autre matériel (informatique, bureautique ou autre).

Ces engagements donnés dans le cadre de l'exploitation courante se décomposent comme suit (montants non inflatés et non actualisés) :

<i>En millions d'euros</i>	≤ 1 an	> 1 et ≤ 5 ans	> 5 ans ⁽¹⁾	Total
Mobilier Urbain et Transport : redevances fixes et minima garantis	586,1	1 653,8	1 081,7	3 321,6
Affichage grand format : baux pour les emplacements de panneaux	83,2	112,5	58,9	254,6
Location simple	34,1	84,3	43,1	161,5
Total	703,4	1 850,6	1 183,7	3 737,7

(1) Jusqu'en 2039.

L'application de la norme IFRS 11 se traduit par la non prise en compte des engagements des coentreprises et par conséquent le montant des engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis s'élève à 3 665,0 millions d'euros au 31 décembre 2013.

9.3. Engagements d'achats d'immobilisations

Le montant total des engagements d'achats d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élève à 237,9 millions d'euros au 31 décembre 2014 contre 232,7 millions d'euros au 31 décembre 2013.

L'application de la norme IFRS 11 se traduit par la non prise en compte des engagements des coentreprises pour un montant de 62,3 millions d'euros au 31 décembre 2013.

10. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

10.1. Définitions

Sont considérées comme transactions avec les parties liées les cinq catégories suivantes :

- la part non éliminée, dans les comptes consolidés, des transactions réalisées avec les coentreprises ;
- les transactions réalisées entre JCDecaux SA et sa mère JCDecaux Holding ;
- les transactions réalisées entre une société intégrée globalement et ses minoritaires influents ;
- la part non éliminée des transactions réalisées avec les entreprises associées dans les comptes consolidés du Groupe ;
- les transactions réalisées avec une personne clé du management et avec des sociétés détenues par ces personnes clés et sur lesquelles elles exercent un contrôle.

10.2. Détail des transactions

Les prêts accordés aux parties liées s'élèvent à 60,4 millions d'euros au 31 décembre 2014, dont principalement un prêt de 32,0 millions d'euros accordé à la société Interstate JCDecaux LLC (Etats-Unis), un prêt de 8,5 millions d'euros accordé à Cemusa Corporacion Europa de Mobiliario Urbano S.A (Espagne), un prêt de 8,3 millions d'euros accordé à la société Metrobus (France), un prêt de 8,0 millions d'euros accordé à la société Europlakat Doo (Slovénie) et un prêt de 1,6 million d'euros accordé à la société Beijing Top Result Metro Advertising Co. Ltd (Chine).

Les créances détenues par le Groupe sur les parties liées s'élèvent à 40,1 millions d'euros au 31 décembre 2014, dont principalement 10,7 millions d'euros envers Beijing Top Result Metro Advertising Co.Ltd (Chine), 9,5 millions d'euros de créances envers la société Cemusa Corporacion Europea de Mobiliario Urbano S.A. (Espagne), 5,4 millions d'euros envers Shanghai Shentong JCDecaux Metro Advertising Co. Ltd (Chine), 2,5 millions d'euros envers Beijing Press JCDecaux Media Advertising Co. Ltd (Chine) et 1,4 million d'euros envers Outfront Decaux Street Furniture, LLC (précédemment CBS Decaux Street Furniture LLC) (Etats-Unis).

Les emprunts souscrits auprès des parties liées et les dettes sur engagements de rachat de minoritaires auprès des parties liées s'élèvent respectivement à 24,9 millions d'euros et 118,4 millions d'euros au 31 décembre 2014. Les emprunts souscrits auprès des parties liées comprennent principalement les emprunts auprès des coentreprises pour 21,7 millions d'euros dont 17,5 millions d'euros d'emprunts auprès de Outfront Decaux Street Furniture, LLC (précédemment CBS Decaux Street Furniture LLC) (Etats-Unis).

Les dettes envers les parties liées s'élèvent à 25,6 millions d'euros au 31 décembre 2014 dont les montants les plus significatifs correspondent à des dettes de 20,0 millions d'euros envers les coentreprises, à une dette de 1,5 million d'euros envers la société Publicrono (Brésil) et à une dette de 1,1 million d'euros envers la société JCD Holding (France).

Les produits d'exploitation réalisés avec les parties liées s'élèvent à 54,1 millions d'euros en 2014, dont principalement 16,4 millions d'euros avec la société Cemusa Corporacion Europea de Mobiliario Urbano S.A. (Espagne), 16,1 millions d'euros avec la société Shanghai Shentong JCDecaux Metro Advertising Co. Ltd (Chine) et 4,3 millions d'euros avec la société Outfront Decaux Street Furniture, LLC (précédemment CBS Decaux Street Furniture LLC) (Etats-Unis).

Les charges d'exploitation avec les parties liées représentent 30,6 millions d'euros en 2014, dont 11,1 millions d'euros de charges de locations avec les sociétés JCDecaux Holding et SCI Troisjean.

En 2014, les charges financières avec les parties liées représentent un montant de 7,9 millions d'euros dont 6,3 millions d'euros de charges d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires.

Les produits financiers avec les parties liées représentent un montant de 1,7 million d'euros en 2014.

Les engagements hors-bilan auprès des parties liées s'élèvent à 88,2 millions d'euros et représentent principalement les engagements de loyers des immeubles détenus par les parties liées pour 71,1 millions d'euros.

L'impact de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur les transactions réalisées avec les coentreprises se traduit par une augmentation des prêts de 14,4 millions d'euros, des créances de 10,3 millions d'euros, des emprunts de 5,8 millions d'euros et des dettes de 4,4 millions d'euros au bilan du 31 décembre 2013 et par une augmentation des produits d'exploitation de 15,6 millions d'euros, des charges d'exploitation de 1,9 million d'euros et des produits financiers de 0,6 million d'euros au compte de résultat 2013.

10.3. Rémunérations des dirigeants

Les montants des rémunérations des membres du Directoire dus au titre des exercices 2014 et 2013 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2014	2013
Avantages à court terme	7,1	5,2
Avantages en nature	0,2	0,1
Jetons de présence	0,2	0,1
Assurance-vie / Retraites spécifiques	0,1	0,2
Paievements en actions	0,1	0,2
Total	7,7	5,8

Par ailleurs, au 31 décembre 2014, en cas de rupture de leur contrat de travail, deux membres du Directoire bénéficient d'une indemnité de non-concurrence susceptible de leur être versée, pendant une durée de deux ans, et correspondant à 33 % de leur salaire fixe et variable calculé sur la moyenne des douze derniers mois précédant la date de cessation des relations contractuelles.

Le montant des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisés au passif de l'état de situation financière s'élève à 1,6 million d'euros au 31 décembre 2014 contre 1,4 million d'euros au 31 décembre 2013.

Le montant des jetons de présence dus aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2014 s'élève à 0,3 million d'euros.

11. INFORMATIONS SUR LES COENTREPRISES

Les informations ci-après relatives aux coentreprises sont données par activité en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités ».

11.1. Eléments de compte de résultat

11.1.1. Sur l'année 2014

11.1.1.1. Résultat net

Le résultat net en 2014 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés de 2014 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Résultat net ⁽¹⁾	28,9	99,7	3,2	131,8
Impact de l'application du pourcentage de détention	-15,0	-55,6	-3,0	-73,6
Perte de valeur des coentreprises			-7,1	-7,1
Quote-part dans les résultats des coentreprises	13,9	44,1	-6,9	51,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.1.1.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2014 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires ajusté de 2014 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires
Mobilier Urbain	104,0
Transport	460,6
Affichage	227,1
Total ⁽¹⁾	791,7
Impact de l'application du pourcentage de détention	-439,6
Elimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-2,8
Contribution des coentreprises au chiffre d'affaires ajusté	349,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.1.1.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments de compte de résultat de l'exercice 2014 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dotations aux amort. & provisions nettes	-5,9	-16,9	-28,1
Coût de l'endettement net	0,1	2,5	-21,5
Impôt sur les bénéfices	-5,8	-30,5	-2,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.1.2. Sur l'année 2013

11.1.2.1. Résultat net

Le résultat net en 2013 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés de 2013 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Résultat net ⁽¹⁾	32,7	99,6	17,3	149,6
Impact de l'application du pourcentage de détention	-16,5	-57,1	-15,0	-88,6
Perte de valeur des coentreprises		-0,4	-5,2	-5,6
Quote-part dans les résultats des coentreprises	16,2	42,1	-2,9	55,4

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.1.2.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2013 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires ajusté de 2013 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires
Mobilier Urbain	103,1
Transport	452,6
Affichage	277,2
Total ⁽¹⁾	832,9
Impact de l'application du pourcentage de détention	-478,5
Elimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-1,7
Contribution des coentreprises au chiffre d'affaires ajusté	352,7

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.1.2.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments de compte de résultat de l'exercice 2013 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dotations aux amort. & provisions nettes	-7,0	-16,3	-25,2
Coût de l'endettement net	0,0	2,8	-14,6
Impôt sur les bénéfices	-7,7	-32,7	-9,4

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.2. Autres éléments du résultat global

11.2.1. Sur l'année 2014

Les autres éléments du résultat global en 2014 des coentreprises et le rapprochement avec les autres éléments du résultat global des comptes consolidés de 2014 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	11,3	13,3	-22,4	2,2
Impact de l'application du pourcentage de détention	-5,6	-7,0	15,2	2,6
Ecarts de conversion sur perte de valeur des coentreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecarts de conversion sur goodwill & élimination des titres	-1,5	5,4	-28,5	-24,6
Part des autres éléments du résultat global dans les coentreprises	4,2	11,7	-35,7	-19,8

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.2.2. Sur l'année 2013

Les autres éléments du résultat global en 2013 des coentreprises et le rapprochement avec les autres éléments du résultat global des comptes consolidés de 2013 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	-5,2	-3,0	0,0	-8,2
Impact de l'application du pourcentage de détention	2,5	1,9	0,9	5,3
Ecarts de conversion sur perte de valeur des coentreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecarts de conversion sur goodwill & élimination des titres	1,0	-0,7	-9,2	-8,9
Part des autres éléments du résultat global dans les coentreprises	-1,7	-1,8	-8,3	-11,8

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.3. Eléments de l'état de situation financière

11.3.1. Au 31 décembre 2014

11.3.1.1. Actif net

L'actif net ⁽¹⁾ au 31 décembre 2014 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2014 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Actif non courant	106,0	81,7	201,2	388,9
Actif courant	111,4	280,5	72,9	464,8
Passif non courant	-30,0	-6,9	-54,6	-91,5
Passif courant ⁽²⁾	-70,5	-160,4	-161,9	-392,8
Actif net ⁽¹⁾	116,9	194,9	57,6	369,4
Impact de l'application du pourcentage de détention	-58,9	-105,6	-34,2	-198,7
Perte de valeur des coentreprises	0,0	-0,4	-12,3	-12,7
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	9,5	74,1	52,4	136,0
Titres mis en équivalence	67,5	163,0	63,5	294,0

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

(2) En raison d'une rupture des covenants, la dette financière de Russ Outdoor a été reclassée en dettes financières courantes au 31 décembre 2014 sans impact sur les covenants de JCDecaux S.A.

11.3.1.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2014 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette des découverts bancaires	1,9	143,1	26,8
Dettes financières non courantes	-17,5	-0,9	-49,3
Dettes financières courantes	-6,2	-3,6	-122,2

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.3.2. Au 31 décembre (Retraité) 2013

11.3.2.1. Actif net

L'actif net ⁽¹⁾ au 31 décembre 2013 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2013 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Actif non courant	105,5	81,8	204,9	392,2
Actif courant	79,3	262,4	147,5	489,2
Passif non courant	-18,8	-9,6	-157,9	-186,3
Passif courant	-70,0	-158,0	-113,8	-341,8
Actif net ⁽¹⁾	96,0	176,6	80,7	353,3
Impact de l'application du pourcentage de détention	-47,4	-97,4	-49,3	-194,1
Perte de valeur des coentreprises	0,0	-0,4	-5,2	-5,6
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	9,3	67,8	80,4	157,5
Titres mis en équivalence	57,9	146,6	106,6	311,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.3.2.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2013 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette des découverts bancaires	-6,6	128,9	30,9
Dettes financières non courantes	-1,0	-2,3	-152,7
Dettes financières courantes	-21,2	-3,2	-26,0

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.4. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur l'exercice 2014 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dividendes reçus	10,3	40,5	1,5

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur l'exercice 2013 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dividendes reçus	12,8	43,5	8,5

12. INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

12.1. Eléments de compte de résultat

Les éléments du compte de résultat caractéristiques sur la société significative APG|SGA SA et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2014	2013
	APG SGA SA	APG SGA SA
Chiffre d'affaires	256,1	247,2
Résultat net ⁽¹⁾	46,5	31,6
Impact de l'application du pourcentage de détention	-32,5	-22,2
Perte de valeur des entreprises associées	0,0	0,0
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	14,0	9,4

(1) Données aux normes IFRS à 100 %.

La contribution des autres sociétés à la quote-part dans les résultats des entreprises associées est de 5,2 millions d'euros et de 4,0 millions d'euros en 2014 et 2013.

12.2. Eléments de l'état de situation financière

Les éléments de la situation nette ⁽¹⁾ caractéristiques sur la société significative APG|SGA SA et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2014	2013
	APG SGA SA	APG SGA SA
Actif	268,1	242,6
Passif	-128,6	-111,5
Situation nette	139,5	131,1
Impact de l'application du pourcentage de détention	-97,7	-91,8
Perte de valeur des entreprises associées	0,0	0,0
Goodwill	82,9	82,9
Titres mis en équivalence des entreprises associées	124,7	122,2

(1) Données aux normes IFRS à 100 %.

La contribution des autres sociétés dans les titres mis en équivalence des entreprises associées de l'état de situation financière est de 56,5 millions d'euros et de 52,0 millions d'euros au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013.

La valorisation à 30 % de APG|SGA SA au cours de bourse du 30 décembre 2014 s'élève à 217,1 millions d'euros.

12.3. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des entreprises associées se décompose comme suit sur les exercices 2014 et 2013 :

<i>En millions d'euros</i>	2014			2013		
	APG SGA SA	Autres sociétés	Total	APG SGA SA	Autres sociétés	Total
Dividendes reçus	8,8	1,9	10,7	7,5	3,0	10,5

13. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

13.1. Identité de la société mère

Au 31 décembre 2014, JCDecaux SA est détenue à 69,83 % par la société JCDecaux Holding.

13.2. Liste des sociétés consolidées

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
MOBILIER URBAIN					
JCDecaux SA		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux FRANCE	(1)	France	100,00	Glob.	100,00
SOPACT		France	100,00	Glob.	100,00
SOMUPI		France	66,00	Glob.	66,00
JCDecaux ASIE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EUROPE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AMERIQUES HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
CYCLOCITY		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AFRIQUE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOLLORE HOLDING		France	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux FRANCE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
MEDIAKIOSK		France	87,50	Glob.	82,50
SOCIETE VERSAILLAISE DE KIOSQUES	(26)	France	87,50	Glob.	100,00
MEDIA PUBLICITE EXTERIEURE		France	100,00	Glob.	100,00
CITÉGREEN		France	16,67	Equiv.	16,67
JCDecaux DEUTSCHLAND GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
DSM DECAUX GmbH		Allemagne	50,00	Equiv.*	50,00
STADTREKLAME NÜRNBERG GmbH		Allemagne	35,00	Equiv.	35,00
WALL AG		Allemagne	90,10	Glob.	90,10
GEORG ZACHARIAS GmbH		Allemagne	90,10	Glob.	100,00
VVR WALL GmbH	(1)	Allemagne	90,10	Glob.	100,00
DIE DRAUSSENWERBER GmbH		Allemagne	90,10	Glob.	100,00
SKY HIGH TG GmbH		Allemagne	90,10	Glob.	100,00
REMSCHIEDER GESELLSCHAFT FÜR STADTVRKEHRSANLAGEN GbR.		Allemagne	45,05	Equiv.*	50,00
JCDecaux ARGENTINA SA		Argentine	99,82	Glob.	99,82
JCDecaux STREET FURNITURE Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ADBOOTH Pty Ltd		Australie	50,00	Glob.	50,00
JCDecaux CITYCYCLE AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ARGE AUTOBAHNWERBUNG GmbH		Autriche	58,66	Glob.	100,00
JCDecaux AZERBAIJAN LLC		Azerbaïdjan	100,00	Glob.	100,00
JCD BAHRAIN SPC		Bahreïn	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE BELGIUM	(1)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
CITY BUSINESS MEDIA		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DO BRASIL S.A.		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SALVADOR S.A.		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SÃO PAULO S.A.	(2)	Brésil	100,00	Glob.	100,00
CONCESSIONARIA A HORA DE SÃO PAULO S.A.		Brésil	100,00	Glob.	80,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
WALL SOFIA EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
OUTFRONT JCDecaux STREET FURNITURE CANADA, Ltd (anciennement CBS OUTDOOR JCDecaux STREET FURNITURE CANADA, Ltd)		Canada	50,00	Equiv.*	50,00
STAND OFF S.A.	(1) (2) & (4)	Chili	85,00	Glob.	100,00
JCD P&D OUTDOOR ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING JCDecaux TIAN DI ADVERTISING Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING PRESS JCDecaux MEDIA ADVERTISING Co. Ltd		Chine	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux NINGBO BUS SHELTER ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING JCDecaux PEARL & DEAN (anciennement BEIJING GEHUA JCD ADVERTISING Co, Ltd)	(21)	Chine	100,00	Glob.	100,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS NACIONALES DE COLOMBIA Ltda	(2) & (4)	Colombie	84,99	Glob.	99,99
LLEGA S.A.S.	(2) & (4)	Colombie	51,00	Glob.	60,00
OPERADORA DE SERVICIOS GENERALES Y ADMINISTRATIVOS S.A.	(2) & (4)	Colombie	85,00	Glob.	100,00
JCDecaux KOREA Inc.		Corée du Sud	80,00	Glob.	80,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE COSTA RICA S.A.	(2) & (4)	Costa Rica	85,00	Glob.	100,00
PUBLIVALLAS S.A.	(2) & (4)	Costa Rica	85,00	Glob.	100,00
AFA JCDecaux A/S		Danemark	50,00	Glob.	50,00
EL MOBILIARIO URBANO SLU		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ATLANTIS SA		Espagne	85,00	Glob.	85,00
JCDecaux LATIN AMERICA INVESTMENTS HOLDING S.L.		Espagne	100,00	Glob.	100,00
CORPORACION AMERICANA DE EQUIPAMIENTOS URBANOS SRL	(2) & (4)	Espagne	70,00	Glob.	70,00
CEMUSA CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO S.A.	(2)	Espagne	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux EESTI OU		Estonie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEW YORK, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SAN FRANCISCO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MALLSCAPE, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEW YORK, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
OUTFRONT DECAUX STREET FURNITURE, LLC (anciennement CBS DECAUX STREET FURNITURE, LLC)		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux NORTH AMERICA, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOSTON, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux FINLAND Oy	(1)	Finlande	100,00	Glob.	100,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE GUATEMALA, S.A.	(2) & (4)	Guatemala	85,00	Glob.	100,00
PUBLIVALLAS DE GUATEMALA, S.A.	(2) & (4)	Guatemala	84,98	Glob.	99,98
VISTA CENTROAMERICANA S.A.	(2) & (4)	Guatemala	42,50	Equiv.*	50,00
JCDecaux CITYSCAPE HONG KONG Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYSCAPE Ltd	(19)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
IMMENSE PRESTIGE	(19)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
BUS FOCUS Ltd	(19)	Hong Kong	40,00	Equiv.	40,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
VBM VAROSBUTOR ES MEDIA Kft.		Hongrie	90,10	Glob.	100,00
JCDecaux HUNGARY Zrt	(1)	Hongrie	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux ADVERTISING INDIA PVT Ltd	(1)	Inde	100,00	Glob.	100,00
AFA JCDecaux ICELAND ehf		Islande	50,00	Glob.	100,00
JCDecaux ISRAEL Ltd		Israël	92,00	Glob.	92,00
MCDECAUX Inc.	(20)	Japon	85,00	Glob.	85,00
CYCLOCITY Inc.		Japon	100,00	Glob.	100,00
RTS DECAUX JSC		Kazakhstan	50,00	Glob.	50,00
JCDecaux LATVIJA SIA		Lettonie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LIETUVA UAB		Lituanie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LUXEMBOURG SA	(1)	Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux GROUP SERVICES SARL		Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MONGOLIA LLC	(2)	Mongolie	51,00	Glob.	51,00
JCDecaux MACAU	(1)	Macao	80,00	Glob.	80,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE MEXICO, S.A. DE C.V.	(2) & (4)	Mexique	85,00	Glob.	100,00
PASCONÉ, S.A. DE C.V.	(2) & (4)	Mexique	85,00	Glob.	100,00
SERVICIOS DE COMERCIALIZACION DE PUBLICIDAD, S.A. DE C.V.	(2) & (4)	Mexique	85,00	Glob.	100,00
SERVICIO Y TECNOLOGIA ESPECIALIZADA, S.A. DE C.V.	(2) & (4)	Mexique	85,00	Glob.	100,00
TENEDORA DE ACCIONES DE MOBILIARIO, S.A. DE C.V.	(2) & (4)	Mexique	42,50	Equiv.*	50,00
MEDIOS DE PUBLICIDAD S.A. DE C.V.	(2) & (4)	Mexique	42,50	Equiv.*	50,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE LA PENINSULA, S.A. DE C.V.	(2) & (4)	Mexique	21,25	Equiv.*	50,00
JCDecaux OMAN	(1) & (10)	Oman	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UZ		Ouzbékistan	70,25	Glob.	70,25
JCDecaux PANAMA, S.A.	(2) & (4)	Panama	85,00	Glob.	100,00
PUBLIVALLAS DE PANAMA, S.A.	(2) & (4)	Panama	85,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEDERLAND BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
VERKOOP KANTOOR MEDIA (V.K.M.) BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PORTUGAL - MOBILIARIO URBANO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
PURBE PUBLICIDADE URBANA & GESTAO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
Q. MEDIA DECAUX WLL	(1)	Qatar	50,00	Equiv.*	49,00
JCDecaux MESTSKY MOBILIAR Spol Sro	(1)	Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BIGBOARD AS	(7)	Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
RENCAR MEDIA Spol Sro	(28)	Rép. Tchèque	46,90	Glob.	100,00
CLV CR Spol Sro	(28)	Rép. Tchèque	23,45	Equiv.*	50,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DOMINICANOS, S.A.	(2) & (4)	Rép. Dominicaine	85,00	Glob.	100,00
INVERSIONES E.D.G.B., S.A.	(2) & (4)	Rép. Dominicaine	42,50	Equiv.*	50,00
DISTRIBUIDORA DE VALLAS DOMINICANA, S.A.	(2) (4) & (8)	Rép. Dominicaine	84,97	Glob.	100,00
JCDecaux UK Ltd	(1)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SMALL CELLS Ltd	(2)	Royaume-Uni	70,00	Glob.	70,00
JCDecaux EL SALVADOR, S.A. DE C.V.	(2) & (4)	Salvador	85,00	Glob.	100,00
PUBLIVALLAS DE EL SALVADOR, S.A. DE C.V.	(2) & (4)	Salvador	85,00	Glob.	100,00
JCDecaux SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SLOVAKIA Sro		Slovaquie	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux SVERIGE AB		Suède	100,00	Glob.	100,00
OUTDOOR AB		Suède	48,50	Equiv.*	48,50
JCDecaux SVERIGE FORSALJNINGSAKTIEBOLAG		Suède	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CORPORATE SERVICES GmbH	(2)	Suisse	100,00	Glob.	100,00
ERA REKLAM AS	(9)	Turquie	90,10	Glob.	100,00
WALL SEHIR DIZAYNI LS	(9)	Turquie	90,10	Glob.	100,00
JCDecaux URUGUAY	(11)	Uruguay	100,00	Glob.	100,00
TRANSPORT					
MEDIA AEROPORTS DE PARIS		France	50,00	Equiv.*	50,00
METROBUS		France	33,00	Equiv.	33,00
JCDecaux ALGERIE SARL		Algérie	80,00	Glob.	80,00
JCDecaux AIRPORT ALGER		Algérie	80,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT CENTRE SARL	(34)	Algérie	49,00	Equiv.*	49,00
MEDIA FRANKFURT GmbH		Allemagne	39,00	Equiv.*	39,00
JCDecaux AIRPORT MEDIA GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
TRANS-MARKETING GmbH		Allemagne	79,12	Glob.	87,82
JCDecaux ATA SAUDI LLC		Arabie Saoudite	60,00	Glob.	60,00
INFOSCREEN AUSTRIA GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CAMEROUN		Cameroun	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux CHILE SA	(1) & (29)	Chili	85,00	Glob.	100,00
JCD MOMENTUM SHANGHAI AIRPORT ADVERTISING Co. Ltd		Chine	35,00	Equiv.*	35,00
JCDecaux ADVERTISING (BEIJING) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING TOP RESULT METRO ADV. Co. Ltd	(33)	Chine	90,00	Equiv.*	38,00
JCDecaux ADVERTISING (SHANGHAI) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
NANJING MPI TRANSPORTATION ADVERTISING		Chine	50,00	Glob.	87,60
CHONGQING MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADVERTISING Co. Ltd		Chine	60,00	Glob.	60,00
CHENGDU MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADV. Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
SHANGHAI ZHONGLE VEHICLE PAINTING Co. Ltd		Chine	40,00	Equiv.	40,00
JINAN CHONGGUAN SHUNHUA PUBLIC TRANSPORT ADV. Co. Ltd		Chine	30,00	Equiv.*	30,00
SHANGHAI SHENTONG JCDecaux METRO ADVERTISING Co. Ltd		Chine	65,00	Equiv.*	51,00
JCDecaux XINCHAO ADV. (XIAMEN) LIMITED Co. Ltd		Chine	80,00	Glob.	80,00
NANJING METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd	(6)	Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ADVERTISING CHONGQING Co., Ltd		Chine	80,00	Glob.	80,00
JCDecaux SUZHOU METRO ADVERTISING Co. Ltd		Chine	80,00	Glob.	65,00
JINAN JCDecaux SHUNHUA ADVERTISING Co., Ltd	(3)	Chine	70,00	Glob.	70,00
NANJING JCDecaux BUS ADVERTISING Co., Ltd	(2)	Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DICON FZ CO		Emirats Arabes Unis	75,00	Glob.	75,00
JCDecaux ADVERTISING AND MEDIA LLC		Emirats Arabes Unis	80,00	Glob.	49,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux MIDDLE EAST FZ-LLC		Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME FZ-LLC (ABU DHABI)		Emirats Arabes Unis	55,00	Glob.	55,00
JCDecaux AIRPORT ESPANA S.A.U		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux & CEVASA S.A.		Espagne	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux TRANSPORT, S.L.U.		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT LAWA, LLC		Etats-Unis	92,50	Glob.	92,50
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT DALLAS, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
MIAMI AIRPORT CONCESSION, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux AIRPORT CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
THE JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT HOUSTON AIRPORTS, LLC		Etats-Unis	99,00	Glob.	99,00
JCDecaux AIRPORT BOSTON, LLC	(2)	Etats-Unis	98,00	Glob.	98,00
JCDecaux AIRPORT SPONSORSHIPS, LLC	(2)	Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux PEARL & DEAN Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR ADVERTISING HK Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux INNOVATE Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PRODUCTION Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CHINA HOLDING Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
BERON Ltd	(19)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
TOP RESULT PROMOTION Ltd	(1)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PARTNERS INTERNATIONAL Ltd	(1)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MPI PRODUCTION Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
DIGITAL VISION (MEI TI BO LE GROUP)		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
IGPDECAUX Spa	(1)	Italie	32,35	Equiv.*	32,35
AEROPORTI DI ROMA ADVERTISING Spa	(25)	Italie	24,10	Equiv.*	32,35
CNDECAUX AIRPORT MEDIA Co. Ltd		Macao	30,00	Equiv.	30,00
JCDecaux NORGE AS	(1)	Norvège	97,69	Glob.	100,00
JCDecaux PERU S.A.C.	(2)	Pérou	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT POLSKA Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT PORTUGAL SA		Portugal	85,00	Glob.	85,00
RENCAR PRAHA AS	(28)	Rép. Tchèque	46,90	Glob.	70,00
JCDecaux AIRPORT UK Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
CIL 2012 Ltd	(3)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
CONCOURSE INITIATIVES Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ASIA SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME ADVERTISING Pte Ltd	(1)	Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux THAILAND Co., Ltd	(27)	Thaïlande	98,00	Glob.	49,50
AFFICHAGE					
JCDecaux SOUTH AFRICA HOLDINGS (PROPRIETARY) LIMITED		Afrique du Sud	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SOUTH AFRICA OUTDOOR ADVERTISING (PROPRIETARY) LIMITED		Afrique du Sud	70,00	Glob.	70,00
URBANMEDIA ARGENTINA S.A.	(2) (4) & (31)	Argentine	86,48	Glob.	100,00
GEWISTA WERBEGESELLSCHAFT.mbH	(1)	Autriche	67,00	Glob.	67,00

SOCIETES		Pays	% d'intérêt	Méthode consolidation	% de contrôle*
EUROPLAKAT INTERNATIONAL WERBE GmbH	(22)	Autriche	67,00	Glob.	100,00
PROGRESS AUSSENWERBUNG GmbH		Autriche	42,34	Glob.	51,00
PROGRESS WERBELAND WERBE. GmbH		Autriche	34,17	Glob.	51,00
ISPA WERBEGES.mbH		Autriche	42,34	Glob.	51,00
USP WERBEGESELLSCHAFT.mbH		Autriche	50,25	Glob.	75,00
JCDecaux CENTRAL EASTERN EUROPE GmbH		Autriche	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA SERVICE GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
AUSSENW.TSCHECH.-SLOW.BETEILIGUNGS GmbH	(22)	Autriche	67,00	Glob.	100,00
ROLLING BOARD OBERÖSTERREICH WERBE GmbH		Autriche	25,13	Equiv.*	50,00
KULTURPLAKAT	(5)	Autriche	67,00	Glob.	100,00
MEGABOARD SORAVIA GmbH		Autriche	50,32	Glob.	75,10
ANKÜNDER GmbH		Autriche	16,68	Equiv.	24,90
JCDecaux BILLBOARD BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JC DECAUX ARTVERTISING BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
INSERT BELGIUM SA		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BULGARIA HOLDING BV	(16)	Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux BULGARIA EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
GRANTON ENTERPRISES LIMITED	(18)	Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
AGENCIA PRIMA AD		Bulgarie	45,00	Equiv.*	50,00
MARKANY LINE EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
A TEAM EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
EASY DOCK EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
PRIME OUTDOOR OOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
SERVIMUN S.A.	(2) (4) & (30)	Chili	85,00	Glob.	100,00
CEE MEDIA HOLDING		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
DROSFIELD ENTERPRISES		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
OUTDOOR MEDIA SYSTEMS		Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
FEGPORT INVESTMENTS Ltd		Chypre	25,00	Equiv.*	25,00
ELACORP LIMITED	(2)	Chypre	25,00	Equiv.*	25,00
EUROPLAKAT Doo		Croatie	42,34	Glob.	51,00
METROPOLIS MEDIA Doo		Croatie	42,34	Glob.	100,00
FULL TIME Doo		Croatie	42,34	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE FZ LLC		Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ESPANA S.L.U.	(1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
INTERSTATE JCDecaux LLC		Etats-Unis	49,00	Equiv.*	49,00
JV INTELLIGENT SIGN NETWORK (ISN)	(2)	Etats-Unis	51,00	Equiv.*	51,00
POAD		Hong Kong	49,00	Equiv.	49,00
DAVID ALLEN HOLDINGS Ltd	(15)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN POSTER SITES Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
SOLAR HOLDINGS Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux IRELAND Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
BRAVO OUTDOOR ADVERTISING Ltd	(32)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
N.B.S.H. PROREKLAM-EUROPLAKAT PRISHTINA		Kosovo	20,67	Equiv.*	41,13
JCDecaux MEDIA Sdn Bhd		Malaisie	100,00	Glob.	100,00
EUROPOSTER BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux NEONLIGHT Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
GIGABOARD POLSKA Sp zoo Poland		Pologne	50,32	Glob.	100,00
RED PORTUGUESA - PUBLICIDADE EXTERIOR SA		Portugal	96,38	Glob.	96,38
CENTECO - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda	(3)	Portugal	67,47	Glob.	70,00
AUTEDOR - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	49,15	Glob.	51,00
GREEN - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	53,01	Glob.	55,00
RED LITORAL - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	72,29	Glob.	75,00
AVENIR PRAHA Spol Sro		Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Spol Sro		Rép. Tchèque	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UNITED Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
ALLAM GROUP Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
EXCEL OUTDOOR MEDIA Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
RUSS OUT OF HOME BV (RUSS OUTDOOR)	(13)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
AVTOBAZA SVYAZ JSC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
ADVANCE HOLDING LLC		Russie	12,75	Equiv.*	25,00
ALMAKOR UNDERGROUND LLC		Russie	21,25	Equiv.*	25,00
ANZH LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
APR CITY/TVD LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
BIG - MEDIA Ltd.		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
BIGBOARD LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
DISPLAY LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
EDINY GOROD LLC		Russie	12,75	Equiv.*	25,00
EKRAN LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
EUROPEAN OUTDOOR COMPANY Inv.	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
EXPOMEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
FREGAT LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
JSC MOSCOW CITY ADVERTISING		Russie	24,67	Equiv.*	25,00
JSC WALL CIS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
KIWI SERVICES LIMITED	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
KRASNOGORSK SOYUZ REKLAMA LLC		Russie	15,00	Equiv.*	25,00
MARS ART LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MEDIA INFORM LLC		Russie	12,75	Equiv.*	25,00
MEDIA SUPPORT SERVICES Ltd	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MERCURY OUTDOOR DISPLAYS Ltd	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
NEWS OUT OF HOME GmbH	(12)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
NIZHNOVREKLAMA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
NORTH WEST FACTORY LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
NORTHERN OUTDOOR DISPLAYS Ltd	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OMS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR MARKETING LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR MEDIA MANAGEMENT LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR SYSTEMS LIMITED	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PETROVIK LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PRESTIGE SERVICE LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PRIMESITE LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PRIMESITE Ltd	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PUBLICITY XXI LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
RCMO JSC		Russie	12,50	Equiv.*	25,00
REKART INTERNATIONAL LIMITED	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
REKART MEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
REKTIME LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RIM NN LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RIVER AND SUN LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
ROSSERV LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RT VERSHINA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS INDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUTDOOR LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUTDOOR MEDIA LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SCARBOROUGH ASSOCIATED SA	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SCROPE TRADE & FINANCE SA	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SENROSE FINANCE LIMITED	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SOLVEX Ltd	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
STOLITSA M CJCS		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
TECHNO STROY LLC		Russie	24,75	Equiv.*	25,00
TERMOTRANS LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
TRINITY NEON LLC		Russie	25,00	Equiv.*	25,00
UNITED OUTDOOR HOLDING	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
VIVID PINK LIMITED	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
WILD PLUM LIMITED	(14)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MEGABOARD SORAVIA Doo, BEOGRAD		Serbie	50,32	Glob.	100,00
ISPA BRATISLAVA Spol Sro		Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT INTERWEB Spol Sro		Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
INREKLAM PROGRESS Doo	(24)	Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
EUROPLAKAT Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
PLAKATIRANJE Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
SVETLOBNE VITRINE		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
MADISON Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
METROPOLIS MEDIA Doo (SLOVENIA)		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
INTERFLASH Doo LJUBLJANA	(23)	Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
APG SGA SA		Suisse	30,00	Equiv.	30,00
BIGBOARD B.V.	(17)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD GROUP		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
ALTER-V		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
AUTO CAPITAL		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIG MEDIA		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD DONESTK	(3)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD KHARKOV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD KIEV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD KRIVOY ROG		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD LVIV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD NIKOLAEV	(3)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD SIMFEROPOL		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD VYSHGOROD		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD ZAPOROZHYE		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BOMOND		Ukraine	25,00	Equiv.*	50,00
GARMONIYA		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
MEDIA CITY		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00

SOCIÉTÉS	Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
MEDIA PARTNER - O	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
OUTDOORAUTO	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER DNEPROPETROVSK	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER DONETSK	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER GROUP	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER KIEV	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER ODESSA	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
REKSVIT UKRAINE	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
UKRAIYINSKA REKLAMA	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
VULITCHNI MEBLI	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00

- (1) Sociétés qui sont réparties sur deux ou trois activités pour les besoins d'information sectorielle, mais reprises ici sur leur activité historique.
- (2) Sociétés consolidées en 2014.
- (3) Sociétés liquidées en 2014.
- (4) Acquisition du Groupe Eumex en Amérique Latine le 7 mars 2014. Le Groupe est détenu à 50 % par JCDecaux Latin America Investments Holding S.L. (Espagne) et à 50 % par Corporacion Americana de Equipamientos Urbanos SRL (Espagne).
- (5) Rachat des participations ne donnant pas le contrôle de Kulturplakat (Autriche) par Gewista Werbegesellschaft.mBH (Autriche) portant le pourcentage de contrôle à 100 %.
- (6) Rachat de 2 % d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle de Nanjing Metro JCDecaux Advertising Co., Ltd (Chine) par JCDecaux Pearl & Dean Ltd (Hong Kong) portant le pourcentage de contrôle à 100 %.
- (7) Rachat par JCDecaux Mestsky Mobiliar Spol Sro (République Tchèque) auprès du partenaire de 50 % de la société JCDecaux BigBoard AS (République Tchèque) désormais contrôlée, et absorbée au 31 décembre 2014 par JCDecaux Mestsky Mobiliar.
- (8) Rachat des participations ne donnant pas le contrôle de Distribuidora de Vallas Dominicana, S.A. (République Dominicaine) par Equipamientos Urbanos Dominicanos, S.A. (République Dominicaine).
- (9) Rachat de 0,25 % d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle dans Wall Sehir Dizayni Ltd Sti (Turquie) ayant un impact sur le pourcentage d'intérêt de la filiale ERA Reklam AS (Turquie).
- (10) Cette société est un établissement de JCDecaux Bahrain SPC.
- (11) Cette société est un établissement de JCDecaux France.
- (12) Société de droit autrichien opérant en Russie.
- (13) Société de droit néerlandais opérant en Russie.
- (14) Sociétés de droit des Iles Vierges Britanniques détenant des participations en Russie.
- (15) Société de droit britannique opérant en Irlande du Nord.
- (16) Société de droit néerlandais opérant en Bulgarie.
- (17) Société de droit néerlandais opérant en Ukraine.
- (18) Société de droit chypriote détenant des participations en Bulgarie.
- (19) Sociétés de droit des Iles Vierges Britanniques détenant des participations à Hong Kong.
- (20) Rachat supplémentaire de 25 % du capital de MCDcaux Inc. (Japon) désormais contrôlée.
- (21) Rachat par JCDecaux Advertising (Shanghai) Co. Ltd (Chine) auprès du partenaire de 50 % du capital de Beijing JCDecaux Pearl & Dean (Chine) désormais contrôlée.
- (22) Europlakat International Werbe GmbH (Autriche) et Aussenw.Tschech-Slow.Beteiligungs GmbH (Autriche) fusionnent dans Gewista Werbegesellschaft.mBH (Autriche) avec effet rétroactif au 1er janvier 2014.
- (23) Interflash Doo Ljubljana (Slovénie) est absorbée par Metropolis Media Doo (Slovénie) au 1er janvier 2014.
- (24) Inreklam Progress Doo (Slovénie) est absorbée par Europlakat Doo (Slovénie) au 1er janvier 2014.
- (25) Aeroporti Di Roma Advertising Spa (Italie) a été cédée le 9 décembre 2014.
- (26) Transmission universelle de patrimoine de la Société Versaillaise de Kiosques (France) à Médiakiosk (France) au 31 décembre 2014.

- (27) L'activité dominante de JCDecaux Thailand Co Ltd. est désormais l'activité Transport.
- (28) Cession de 0,67 % d'intérêt des participations ne donnant pas le contrôle dans Rencar Praha AS (République Tchèque) ayant un impact sur le pourcentage d'intérêt dans Rencar Media Spol Sro (République Tchèque) et CLV CR Spol Sro (République Tchèque).
- (29) Cession de JCDecaux Chile SA au groupe Eumex portant le pourcentage d'intérêt à 85 %.
- (30) Servimun S.A. (Chili) a fusionné dans Stand Off S.A. (Chili) au 1er décembre 2014.
- (31) Rachat des participations ne donnant pas le contrôle d'Urbanmedia Argentina SA portant le pourcentage d'intérêt à 86,48 %.
- (32) L'activité dominante de Bravo Outdoor Advertising Ltd (Irlande) est l'activité Affichage.
- (33) Beijing Top Result Metro Adv. Co. Ltd (Chine) est consolidée par la méthode de la mise en équivalence du fait du contrôle conjoint avec le partenaire du Groupe dans les pouvoirs de Direction.
- (34) Changement de méthode de consolidation, désormais mise en équivalence (sous contrôle conjoint).

Note :

Glob. = intégration globale

Equiv.* = mise en équivalence sous contrôle conjoint

Equiv. = mise en équivalence sous influence notable

* Le pourcentage de contrôle correspond à la quote-part de détention directe dans le capital des sociétés à l'exception des sociétés détenues par des sociétés en contrôle conjoint. Pour ces sociétés le pourcentage de contrôle correspond au pourcentage de contrôle de sa détentrice.

14. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 4 mars 2015, le Conseil de Surveillance a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de mai 2015 une distribution de dividende au titre de 2014, de 0,50 € par action, soumise au paiement de la taxe de 3 % sur les dividendes.

Le Groupe a par ailleurs l'intention de procéder à une offre publique d'achat simplifiée (OPAS) d'un montant maximum de 500 millions d'euros dans le cadre de son programme de rachat d'actions. Les termes de cette opération seraient fixés postérieurement à l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 13 mai 2015 et qui sera appelée à renouveler ou modifier les autorisations existantes. La société JCDecaux Holding SAS a fait savoir qu'elle participerait à une telle opération. Le Groupe entend procéder à l'annulation des actions ainsi rachetées.